

(12) DEMANDE INTERNATIONALE PUBLIÉE EN VERTU DU TRAITÉ DE COOPÉRATION
EN MATIÈRE DE BREVETS (PCT)

(19) Organisation Mondiale de la Propriété
Intellectuelle
Bureau international



(43) Date de la publication internationale
8 février 2001 (08.02.2001)

PCT

(10) Numéro de publication internationale
WO 01/09843 A1

(51) Classification internationale des brevets⁷: G07B 15/02

(71) Déposant (pour tous les États désignés sauf US):
FRANCE TELECOM [FR/FR]; 6, place d'Alleray,
F-75015 Paris (FR).

(21) Numéro de la demande internationale:
PCT/FR00/02178

(22) Date de dépôt international: 28 juillet 2000 (28.07.2000)

(72) Inventeur; et
(75) Inventeur/Déposant (pour US seulement):
FAVEREAUX, Jean-François [FR/FR]; 4 rue Pierre
Ruibet, F-38000 Grenoble (FR).

(25) Langue de dépôt: français

(26) Langue de publication: français

(74) Mandataire: DU BOISBAUDRY, Dominique; Société
de Protection des Inventions, 3, rue du Docteur Lancereaux,
F-75008 Paris (FR).

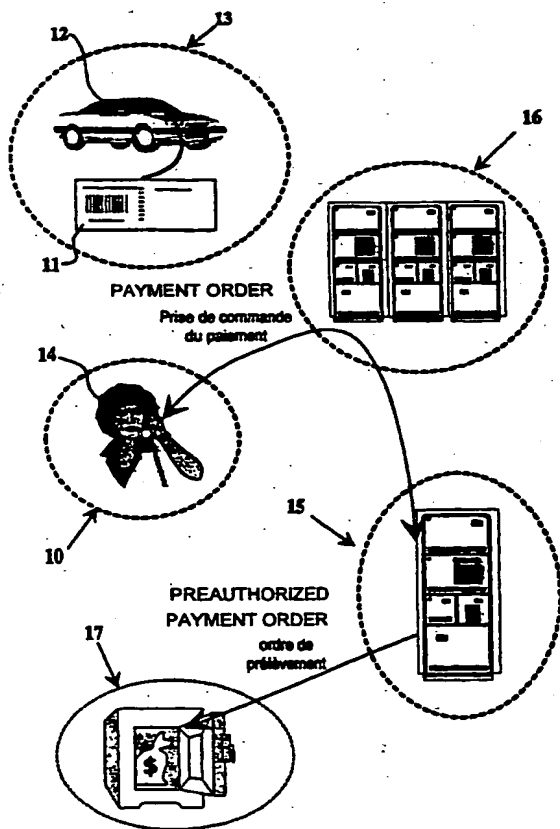
(30) Données relatives à la priorité:
99/09945 30 juillet 1999 (30.07.1999) FR

(81) États désignés (national): BR, CA, JP, MX, US.

[Suite sur la page suivante]

(54) Title: METHOD FOR MANAGING PARKING FEE PAYMENT, VALIDATING COUPON AND PAYMENT VERIFICATION TERMINAL

(54) Titre: PROCÉDE DE GESTION DU PAIEMENT DE TAXES DE STATIONNEMENT, COUPON DE VALIDATION ET TERMINAL DE VERIFICATION DE CE PAIEMENT



(57) Abstract: The invention concerns a method for managing payment of parking fees in a specific geographical zone for a user (10) f at least one vehicle (13), comprising the following steps: the user (10) goes to a station registered for subscribing to a virtual date stamping service where he fills in a subscription form, and provides a statement of account information, and where he receives a two-part identifier: a sticker comprising an optical code (11), a secret code; he affixes the sticker on the windscreen of said one vehicle (13).

(57) Abrégé: La présente invention concerne un procédé de gestion du paiement de taxes de stationnement dans une zone géographique donnée pour un utilisateur (10) d'au moins un véhicule (13), comprenant les étapes suivantes: l'utilisateur (10) se rend en un point homologué pour un abonnement à un service d'horodateur virtuel où il remplit un formulaire d'abonnement, où il fournit un relevé d'identité bancaire, et où il reçoit un identifiant en deux parties: d'une part une vignette (11) comportant un code optique, de l'autre un code secret; il appose la vignette (11) sur le pare-brise d'un dit véhicule (13).

WO 01/09843 A1



(84) États désignés (*régional*): brevet européen (AT, BE, CH, CY, DE, DK, ES, FI, FR, GB, GR, IE, IT, LU, MC, NL, PT, SE).

En ce qui concerne les codes à deux lettres et autres abréviations, se référer aux "Notes explicatives relatives aux codes et abréviations" figurant au début de chaque numéro ordinaire de la Gazette du PCT.

Publiée:

— Avec rapport de recherche internationale.

PROCEDE DE GESTION DU PAIEMENT DE TAXES DE
STATIONNEMENT, COUPON DE VALIDATION ET TERMINAL DE
VERIFICATION DE CE PAIEMENT

5

DESCRIPTION

Domaine technique

La présente invention concerne un procédé de gestion du paiement de taxes de stationnement, un coupon de validation et un terminal de vérification de ce paiement.

Etat de la technique antérieure

Actuellement les moyens mis en oeuvre pour procéder au règlement des taxes de stationnement sont basés sur des machines horodatrices qui délivrent au conducteur, contre paiement en monnaie immédiat et complet, un ticket indiquant l'heure de fin de droit de stationnement. Le conducteur laisse ce ticket en vue derrière son pare-brise. Les agents chargés de la vérification du bon paiement des taxes peuvent alors valider, lors de leurs rondes, le stationnement du véhicule. Toutefois, pour la ville de Paris, certaines machines horodatrices proposent un règlement par carte prépayée, qui est débitée du montant de la durée d stationnement désirée.

L'utilisation de machines horodatrices pour le paiement des taxes de stationnement présente les inconvénients suivants :

• Obligation pour le conducteur de posséder de la monnaie pour acquitter la taxe due.

• Obligation pour le conducteur de connaître par avance et avec précision la durée de stationnement. S'il a apprécié cette durée de façon erronée, il doit

retourner à son véhicule, ou prendre le risque d'avoir à payer une contravention.

• Pour le conducteur, procédure compliquée de paiement de la taxe de stationnement et, pour la
5 municipalité, manques à gagner importants pour non-paiement, notamment du fait des deux obligations précédentes.

• Pour la municipalité, gestion d'un parc de mobilier urbain important subissant les dégradations du
10 temps et les malveillances consécutives à la conservation de monnaie dans les machines. Ce parc est, de plus, très sensible aux modifications des pièces de monnaie et n'est absolument pas adapté aux futures pièces en Euros.

15 Le remplacement dans la ville de Paris des machines horodatrices à pièces par des machines horodatrices à carte ne supprime pas les problèmes d'accès au paiement, car le conducteur a toutes les chances de ne pas posséder de carte prépayée : au mieux
20 le conducteur possède régulièrement des cartes prépayées, mais il arrive toujours un moment où le montant restant est insuffisant ; au pire le conducteur ne connaît pas le fonctionnement de ces machines.

La présente invention a donc pour objectif de
25 faciliter l'accès des conducteurs au paiement de leurs taxes de stationnement.

Exposé de l'invention

La présente invention concerne un procédé de
30 gestion du paiement de taxes de stationnement dans une zone géographique donnée pour un utilisateur d'au moins un véhicule, caractérisé en ce qu'il comprend les étapes suivantes :

- l'utilisateur se rend en un point homologué
35 pour un abonnement à un service d'horodateur virtuel où

il remplit un formulaire d'abonnement, où il fournit un relevé d'identité bancaire, et où il reçoit un identifiant en deux parties : d'une part une vignette comportant un code optique, de l'autre un code secret ;

5 - il appose la vignette sur le pare-brise d'un dit véhicule.

Lorsque ledit utilisateur gare un dit véhicule sur un emplacement dans une zone géographique cliente du service d'horodateur virtuel, il compose sur
10 un terminal téléphonique un numéro déterminé d'accès à un serveur téléphonique, il s'authentifie auprès de ce serveur en donnant un identifiant chiffré correspondant au code optique, il compose le code secret, il indique l'heure présumée de fin de stationnement, et il valide
15 sa commande.

L'utilisateur peut programmer une autre heure de fin de stationnement en accédant au serveur téléphonique, en composant le numéro déterminé d'accès à celui-ci.

20 L'utilisateur peut également demander, par courrier, une certification de son paiement.

Avantageusement le code optique est un code-barres. L'utilisateur reçoit un identifiant sous forme d'un coupon en deux parties : la première formant la
25 vignette, la seconde contenant le code secret. La vignette peut être une vignette autocollante, ou en un matériau, tel que papier ou carton, permettant à l'utilisateur d'insérer la vignette dans une pochette transparente fixée sur le pare-brise d'un dit véhicule.
30 Le code secret peut être un code secret à gratter sur la seconde partie du coupon.

L'agent chargé de la vérification du bon paiement des taxes de stationnement utilise un lecteur optique permettant de lire le code optique appliqué sur
35 le pare-brise d'un véhicule, cette lecture étant

transmise à l'aide d'un téléphone mobile au serveur téléphonique qui vérifie l'acquittement de la taxe de stationnement pour l'identifiant concerné. Avantageusement un signal optique ou sonore émis par le
5 téléphone mobile prévient l'agent chargé de la vérification en cas de stationnement non valable.

L'invention concerne également le coupon pour le paiement de taxes de stationnement caractérisé en ce qu'il comprend deux parties, la première formant une
10 vignette comportant un code optique, qui peut être un code-barres, la seconde contenant un code secret. Ce coupon peut être réalisé en tout matériau, tel que papier ou carton, tel que l'utilisateur puisse l'insérer dans une pochette transparente fixée sur le pare-brise
15 d'un véhicule. Le code secret peut être un code secret à gratter. La vignette peut également être une vignette autocollante

L'invention concerne également un terminal de vérification du paiement de taxes de stationnement
20 caractérisé en ce qu'il comprend un téléphone mobile couplé à un lecteur optique.

La mise en oeuvre du procédé de l'invention modifie :

25 - les moyens de paiement des taxes de stationnement, en introduisant une technique de prélèvement bancaire ;

- les moyens mis en oeuvre par les municipalités pour procéder au recouvrement des taxes
30 de stationnement en remplaçant les horodateurs physiques par des serveurs vocaux faisant office d'horodateurs virtuels ;

- les moyens mis à disposition des agents qui vérifient la validité du droit de stationnement d'un

véhicule en leur fournissant un outil de lecture et de communication.

Le procédé de l'invention permet de faciliter l'accès des usagers au paiement de leurs taxes de stationnement grâce à notamment :

- une prise de commande du paiement pour retrait ultérieur sur compte bancaire, ce qui supprime le besoin de moyen de paiement immédiat ;
- un accès à la prise de commande du paiement non associé au lieu de stationnement, ce qui permet à l'utilisateur une gestion non stressée de sa durée de stationnement ;
- une homogénéité du moyen de paiement, ce qui permet à l'utilisateur de bénéficier des facilités d'accès au paiement des taxes de stationnement, y compris lors de déplacements à l'extérieur.

Ce procédé de l'invention permet, de plus, de donner aux municipalités les moyens de gérer de façon plus souple le paiement des taxes de stationnement :

- par une diminution des équipements (les machines horodatrices) coûteux en maintenance, ce qui entraîne pour les municipalités une diminution de leurs frais de fonctionnement en supprimant des causes de vandalisme et des frais de collecte de monnaie ;
- par une mise en oeuvre indépendante des changements de format des pièces de monnaie, ce qui permettra en particulier aux municipalités de diminuer leurs frais de passage à l'Euro ;
- par la suppression de causes de non-paiement générées par un accès impossible au paiement : l'utilisateur ne dispose pas de pièces de monnaie pour s'acquitter de la taxe de stationnement, un handicap physique limite sa mobilité, ...

Brève description des dessins

La figure 1 illustre les différents moyens intervenant dans le procédé de l'invention.

La figure 2 illustre le dialogue entre l'utilisateur et le serveur téléphonique horodateur, selon le procédé de l'invention.

La figure 3 illustre un coupon que peut recevoir l'utilisateur lors de son abonnement au service horodateur virtuel.

La figure 4 illustre la vérification du bon paiement des taxes de stationnement dans le procédé de l'invention.

La figure 5 illustre un exemple de réalisation du terminal de vérification de paiement.

Exposé détaillé de modes de réalisation

La présente invention s'adresse aux conducteurs ou utilisateurs qui désirent pouvoir garer un véhicule sur une place de stationnement tombant sous le coup d'une taxe, par exemple horaire, de stationnement que le conducteur doit régler immédiatement et complètement pour une durée limitée.

Dans le procédé de l'invention, l'utilisateur se rend dans un premier temps à la mairie ou dans tout point homologué pour l'abonnement à un service d'horodateur virtuel, où il remplit un formulaire d'abonnement, où il fournit un relevé d'identité bancaire afin que le paiement puisse s'effectuer par prélèvement bancaire, et se voit remettre en échange un identifiant en deux parties : d'une part une vignette comportant un code optique, de l'autre un code secret.

Comme illustré sur la figure 1, l'utilisateur abonné 10 appose alors ladite vignette 11 sur un véhicule 12. Lorsqu'ensuite il se gare sur un emplacement payant 13, dans toute zone géographique

cliente du système, il lui suffit pour s'acquitter de sa taxe de stationnement de composer un numéro donné gratuit, à partir d'un téléphone quelconque 14 (Publiphone, mobile ou poste fixe).

5 Ce numéro gratuit d'accès à un serveur téléphonique horodateur 15 est traduit de manière spécifique par les commutateurs d'abonnés 16 rattachés à la municipalité afin que l'accès soit fait sur le serveur horodateur de cette municipalité. Lorsque
10 l'utilisateur se déplace dans d'autres communes, le même numéro d'accès le connecte au serveur téléphonique horodateur de la municipalité concernée par le stationnement et non de la municipalité d'origine de l'abonnement au service.

15 Après composition de ce numéro, qui pour des raisons de facilité d'utilisation peut être un numéro court, un serveur vocal lui demande de s'authentifier (identifiant chiffré du code-barres) et de composer son code secret, puis lui demande l'heure présumée de fin
20 de stationnement après lui avoir indiqué le tarif en vigueur dans la zone géographique concernée. Une fois que l'utilisateur a validé sa commande, le prélèvement peut s'opérer sur son compte bancaire 17.

On a ainsi le dialogue illustré sur la figure
25 2 entre l'utilisateur et le serveur téléphonique horodateur.

Si, par la suite, l'utilisateur se rend compte qu'il ne peut reprendre son véhicule avant l'heure limite, il peut programmer une autre heure de
30 fin de stationnement, toujours en accédant au serveur vocal en composant le numéro gratuit. L'utilisateur peut, par la suite, demander par courrier une certification de son paiement.

Dans un exemple de réalisation avantageux
35 illustré sur la figure 3, l'identifiant se présente

sous forme d'un coupon 20 en deux parties : d'une part une vignette 21, comportant un code-barres, à apposer sur le pare-brise de son véhicule ou d'un de ses véhicules, d'autre part un code secret 22 à gratter.

5 La vignette 21 peut être une vignette autocollante, ou être une vignette insérable dans une pochette transparente fixée sur le pare-brise d'un véhicule. Cette vignette peut être associée à un véhicule ou à un conducteur. Dans ce dernier cas elle
10 peut être utilisée pour plusieurs véhicules, ce qui est possible en utilisant une vignette insérable dans plusieurs pochettes.

 Comme illustré sur la figure 4, les agents
15 chargés de la vérification du bon paiement des taxes de stationnement disposent d'un terminal mobile 31 couplé à un lecteur optique 32, qui leur permet de lire le code-barres 11 appliqué sur le pare-brise du véhicule 12. Cette lecture est transmise par le terminal mobile
20 31 au serveur horodateur 15 qui vérifie l'acquittement de la taxe de stationnement pour l'identifiant concerné. Un signal, par exemple sonore ou lumineux, émis par le mobile prévient l'agent chargé de la vérification en cas de stationnement non valable.

25 Le serveur téléphonique horodateur 15 a des capacités suffisantes pour établir un dialogue avec l'utilisateur 10 afin de recevoir l'identifiant et le code secret de celui-ci, de tenir compte d'un éventuel
30 crédit correspondant à cet identifiant, de fournir à l'utilisateur 10 le montant horaire de la taxe de stationnement, de guider l'utilisateur 10 afin qu'il puisse saisir une heure de fin de stationnement cohérente, de calculer le montant à débiter en fonction
35 de l'éventuel crédit, d'indiquer le montant à

l'utilisateur 10, et d'envoyer l'ordre de prélèvement sur le compte bancaire correspondant à l'identifiant. Ce serveur doit aussi pouvoir communiquer avec les terminaux mobiles 31 des agents chargés de la
5 vérification afin de recevoir les identifiants lus par lecture optique qui lui sont transmis et contrôler le crédit associé à un identifiant avant de retourner un accusé de réception positif ou négatif en direction du terminal d'un dit agent.

10 Comme illustré sur la figure 5, le terminal de vérification 31 peut être composé d'un téléphone mobile couplé à un lecteur optique de code-barres 32. On peut ainsi utiliser un téléphone mobile fonctionnant sous la norme GSM, muni sur une de ses faces d'un
15 récepteur optique. Lors de la prise de ligne sur l'appareil, celui-ci peut être directement connecté au serveur téléphonique horodateur sans que l'agent n'ait besoin de composer un numéro. Par exemple sans numérotation dans les trois secondes après la prise de
20 ligne, le numéro d'accès au serveur téléphonique horodateur réservé aux agents peut être composé automatiquement. L'agent peut alors braquer le lecteur optique sur le code-barres d'un véhicule en cours de contrôle. L'information captée (identifiant) est
25 transmise par le téléphone mobile au serveur téléphonique horodateur et l'appareil de vérification attend du serveur un accusé de réception positif ou négatif. Le serveur consulte alors l'heure de fin de stationnement correspondante à cet identifiant avant
30 d'envoyer un accusé de réception négatif en cas de non validité. En cas d'accusé de réception négatif l'appareil de vérification émet un signal sonore ou lumineux.

Exemple d'un mod d réalisation avantageux

Dans un exemple de réalisation les caractéristiques de l'invention sont les suivantes :

5

• Coupon 20

Le coupon a les caractéristiques suivantes :

- il est composé de deux parties distinctes :
l'une (vignette), qui doit être apposée au pare-brise,
10 comporte un code-barres ; l'autre, qui doit être
découpée, supporte un code secret caché par une
substance qui pourra être grattée ;

- le coupon est en papier épais, la première
partie a une longueur d'environ 7 cm pour une largeur
15 d'environ 4 cm, la seconde partie est un carré de 4 cm
de côté, le fond est blanc et l'encre est par exemple
de couleur noire ;

- le coupon est livré avec une ou plusieurs
pochettes autocollantes dans lesquelles peut se glisser
20 la première partie à apposer au pare-brise ; ainsi, le
coupon n'est pas collé au pare-brise et peut être
apposé sur le pare-brise de n'importe quel véhicule
moyennant la disponibilité d'une pochette autocollante
à sa taille.

25

• Serveur horodateur 15

Le serveur horodateur est un serveur
téléphonique disponible sur le marché ayant au minimum
les capacités suivantes :

30 - un raccordement au réseau téléphonique de
type T2 ou équivalent permettant de traiter jusqu'à
plusieurs dizaines d'appels à la seconde ;

- une base de donnée contenant une table par
abonné ; cette table a pour clé l'identifiant (qui se
35 trouve sur le coupon en chiffre pour l'utilisateur et

en code-barres pour l'agent chargé de la vérification) ; les autres champs sont le nom de l'abonné, son code secret, son adresse, éventuellement son numéro de compte bancaire et le crédit en cours ;

- 5 - une fonction de périphérique intelligent pour fournir des annonces vocales.

Ce serveur peut être installé dans les locaux de la municipalité gérant les taxes de stationnement.

- 10 Les commutateurs du réseau public (fixe et mobile) permettent de traduire le code d'accès au serveur (numéro à quatre chiffres de type 3609 identique sur tout le pays, en numéro du serveur réellement présent sur leur zone de couverture. la taxation des appels au serveur est laissée au choix de
- 15 l'opérateur conformément au cadre réglementaire. Toutefois, l'invention est d'autant plus avantageuse que l'utilisateur n'est pas taxé lors d'un appel au serveur.

20 • Terminal de vérification 31

- L'agent chargé de la vérification dispose d'un appareil de vérification pouvant lire les codes-barres et établir une communication avec le serveur horodateur. Cet appareil est constitué du couplage d'un
- 25 lecteur code-barres et d'un terminal GSM.

• Abonnement

- L'invention est destinée au grand public et doit bénéficier d'un mode de distribution très large
- 30 (bureaux de tabac, boutiques télécom, municipalité, supermarchés, ...) et très simple (fourniture d'un relevé d'identité bancaire (RIB) et d'un justificatif de domicile contre fourniture du coupon utilisable immédiatement car les ordres de prélèvement émis par le

serveur en temps réel sont traités a posteriori, donc après enregistrement des coordonnées du conducteur).

L'utilisateur fournit un RIB et un justificatif de domicile et remplit un formulaire
5 d'abonnement. Le distributeur lui remet le coupon et des pochettes autocollantes. L'utilisateur gratte son code secret et appose la partie code-barres du coupon dans une pochette sur son pare-brise. Le distributeur transmet le dossier (RIB, justificatif, formulaire) à
10 l'opérateur de télécommunications qui se charge d'enregistrer les données de l'abonnement dans tous les serveurs horodateurs qu'il a installé.

• Modes de paiement

15 On peut utiliser deux modes de paiement selon les accords bancaires :

- prélèvement automatique mensuel regroupant tous les ordres de prélèvement émis, dans le mois, par le serveur pour un même identifiant ;
- 20 - facture mensuelle envoyée à l'utilisateur (celui qui s'est abonné) regroupant le montant de tous les ordres de prélèvement émis, dans le mois, par le serveur pour un même identifiant.

Dans les deux cas, le serveur émet un ordre
25 de prélèvement (ticket comprenant la date et l'heure de la commande, la date et l'heure de fin de stationnement demandées, le montant de la taxe à prélever et l'identifiant concerné), pour chaque appel ayant entraîné des taxes de stationnement à prélever. Les
30 tickets d'ordre de prélèvement peuvent également servir de justificatifs à envoyer à l'utilisateur sur sa demande.

- Stationnement

L'utilisateur abonné peut stationner sur toutes les places de stationnement gérées par une municipalité utilisatrice de l'invention, c'est-à-dire des places de stationnement le long des rues ou dans des aires de stationnement sans ouvrage destiné au règlement des taxes.

- Prise de commande du paiement

L'utilisateur d'un véhicule équipé d'une vingette (même s'il n'est pas l'utilisateur abonné pour peu qu'il connaisse le code secret) peut régler ses taxes de stationnement par téléphone (mobile, Publiphone, téléphone fixe). Il peut rajouter du temps de stationnement de la même manière (le serveur tient alors compte du crédit restant pour établir le nouveau montant à payer).

- Décrément du crédit restant

Toutes les minutes, le serveur diminue le crédit de chaque véhicule stationné dont le règlement de la taxe de stationnement a été effectué par l'invention (en fonction du taux à la minute). Aucune action n'est entreprise quand le crédit restant revient à zéro.

- Vérification par agent

Les agents chargés de la vérification du bon paiement des taxes de stationnement disposent d'un terminal GSM couplé à un lecteur de code-barres qu'ils appliquent, lors de leurs tournées de vérification des codes-barres des véhicules stationnés sur les zones payantes (si ceux-ci n'ont pas par ailleurs un ticket fourni par un horodateur physique).

A la prise de ligne sur le terminal GSM, si l'agent ne compose par de numéro dans les trois secondes, le terminal se connecte en liaison logique permanente avec le serveur. Dès qu'un code-barres est lu, le paquet de données correspondant à l'identifiant est envoyé au serveur qui consulte alors sa base de données et renvoie un signal sonore d'alerte si l'heure de fin de stationnement est dépassée pour le véhicule contrôlé.

10

Les différentes étapes du procédé de l'invention sont, alors, exposées ci-dessous, chaque étape étant composée d'une action de l'utilisateur, d'un traitement et d'une réponse du serveur par une annonce vocale (si l'utilisateur raccroche avant la validation, l'opération n'émet pas d'ordre d'prélèvement).

15

Action de l'utilisateur	Accès au serveur (3609)
Traitement dans le serveur	Traduction du numéro Mise en relation avec le serveur de la municipalité concernée
Réponse du serveur	Demande d'authentification

20

Action de l'utilisateur	Authentification (identifiant+code secret)		
Traitement dans le serveur	Accès à la base de donnée pour charger la table correspondant à l'identifiant fourni. Vérification du code secret		
Réponse du serveur	Si code bon, indication du coût horaire et demande de l'heure de fin désirée	Si code mauvais, annonce code incorrect et demande d'authentification (jusqu'à 3 fois avant blocage du code	Si identifiant inexistant, annonce identifiant inexistant et demande d'authentification

Action de l'utilisateur	Saisie de l'heure de fin (sur 4 chiffres, 2 pour les heures entre 00 et 23 et 2 pour les minutes entre 00 et 59)	
Traitement dans le serveur	Vérification du format de l'heure Calcul de l'heure de fin en minutes Calcul de l'heure courante en minutes Calcul du montant de la taxe selon la formule : $\text{montant} = (\text{heure de fin} - \text{heure courante}) * \text{taux à la minute} - \text{crédit restant}$	
Réponse du serveur	Si heure valide, rappel de l'heure de fin et indication du coût qui sera prélevé si validation puis demande de validation ou d'annulation (répétée si aucune action correcte de l'utilisateur)	Si heure non valide, annonce de la façon de saisir l'heure et demande de saisie de l'heure de fin désirée

Action de l'utilisateur	Validation (appui sur la touche proposée par le serveur pour la validation)	Annulation (appui sur la touche proposée par le serveur pour l'annulation)
Traitement dans le serveur	Etablissement d'un ordre de prélèvement (ticket comprenant la date et l'heure de la commande, la date et l'heure de fin de stationnement demandées, le montant de la taxe à prélever et l'identifiant concerné)	Libération des ressources
Réponse du serveur	Confirmation de l'heure de fin et du montant prélevé et invitation à raccrocher	Confirmation de l'annulation et invitation à raccrocher

Action de l'utilisateur	Raccrochage
Traitement dans le serveur	Libération des ressources

REVENDEICATIONS

1. Procédé de gestion du paiement de taxes de stationnement dans une zone géographique donnée pour un
5 utilisateur (10) d'au moins un véhicule (13), caractérisé en ce qu'il comprend les étapes suivantes :

- l'utilisateur se rend en un point homologué pour un abonnement à un service d'horodateur virtuel où il remplit un formulaire d'abonnement, où il
10 fournit un relevé d'identité bancaire, et où il reçoit un identifiant en deux parties : d'une part une vignette (11) comportant un code optique, de l'autre un code secret ;

- il appose la vignette (11) sur le pare-
15 brise d'un dit véhicule (13).

2. Procédé selon la revendication 1, dans lequel, lorsque ledit utilisateur (10) gare un dit véhicule sur un emplacement dans une zone géographique cliente du service d'horodateur virtuel, il compose sur
20 un terminal téléphonique (14) un numéro déterminé d'accès à un serveur téléphonique (15), il s'authentifie auprès de ce serveur (15) en donnant un identifiant chiffré correspondant au code optique, il compose le code secret, il indique l'heure présumée de
25 fin de stationnement, et il valide sa commande.

3. Procédé selon la revendication 2, dans lequel l'utilisateur programme une autre heure de fin de stationnement en accédant au serveur téléphonique (15), en composant le numéro déterminé d'accès à celui-
30 ci.

4. Procédé selon la revendication 2, dans lequel l'utilisateur demande, par courrier, un certification de son paiement.

5. Procédé selon la revendication 1, dans
35 lequel le code optique est un code-barres.

6. Procédé selon la revendication 1, dans lequel l'utilisateur reçoit un identifiant sous forme d'un coupon (20) en deux parties, la première (21) formant la vignette, la seconde (22) contenant le code secret.

7. Procédé selon la revendication 6, dans lequel la vignette est une vignette autocollante.

8. Procédé selon la revendication 4, dans lequel la vignette est en un matériau tel que l'utilisateur puisse l'insérer dans une pochette transparente fixée sur le pare-brise d'un dit véhicule.

9. Procédé selon la revendication 6, dans lequel le code secret est un code secret à gratter sur la seconde partie du coupon.

10. Procédé selon la revendication 1, dans lequel l'agent chargé de la vérification du bon paiement des taxes de stationnement utilise un lecteur optique pour la lecture du code optique appliqué sur le pare-brise du véhicule, et dans lequel cette lecture est transmise à l'aide d'un téléphone mobile au serveur téléphonique qui vérifie l'acquittement de la taxe de stationnement pour l'identifiant concerné.

11. Procédé selon la revendication 10, dans lequel un signal émis par le téléphone mobile prévient l'agent en cas de stationnement non valable.

12. Procédé selon la revendication 11, dans lequel le signal émis est un signal optique ou un signal sonore.

13. Coupon pour le paiement de taxes de stationnement, caractérisé en ce qu'il comprend deux parties, la première (21) formant une vignette comportant un code optique, la seconde (22) contenant un code secret.

14. Coupon selon la revendication 13, dans lequel le code optique est un code-barres.

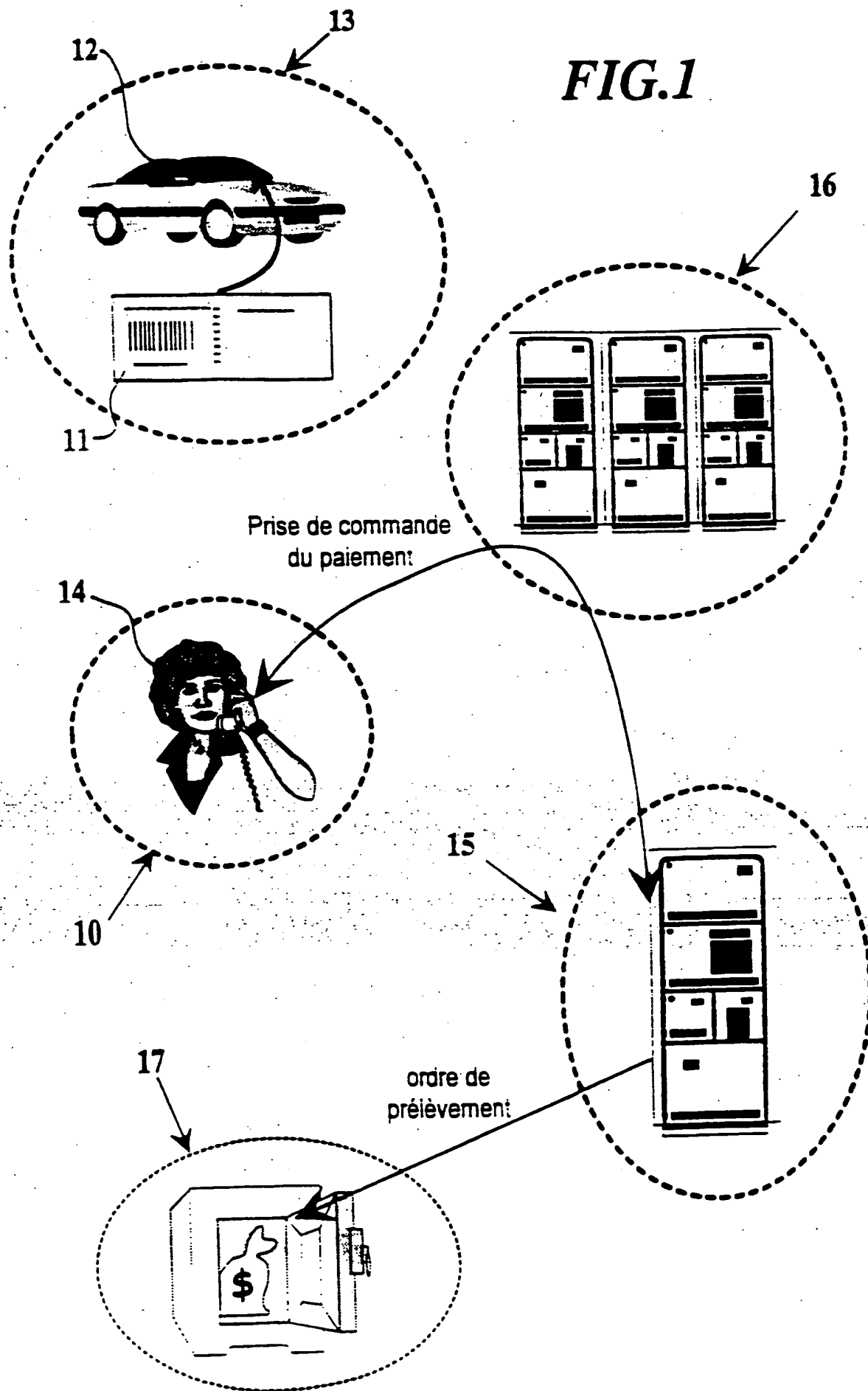
15. Coupon selon la revendication 13, dans lequel la vignette est une vignette autocollante.

16. Coupon selon la revendication 13, dans lequel la vignette est en un matériau tel qu'elle
5 puisse être insérée dans une pochette transparente fixée sur le pare-brise d'un véhicule.

17. Coupon selon la revendication 13, dans lequel le code secret est un code secret à gratter.

1/4

FIG.1

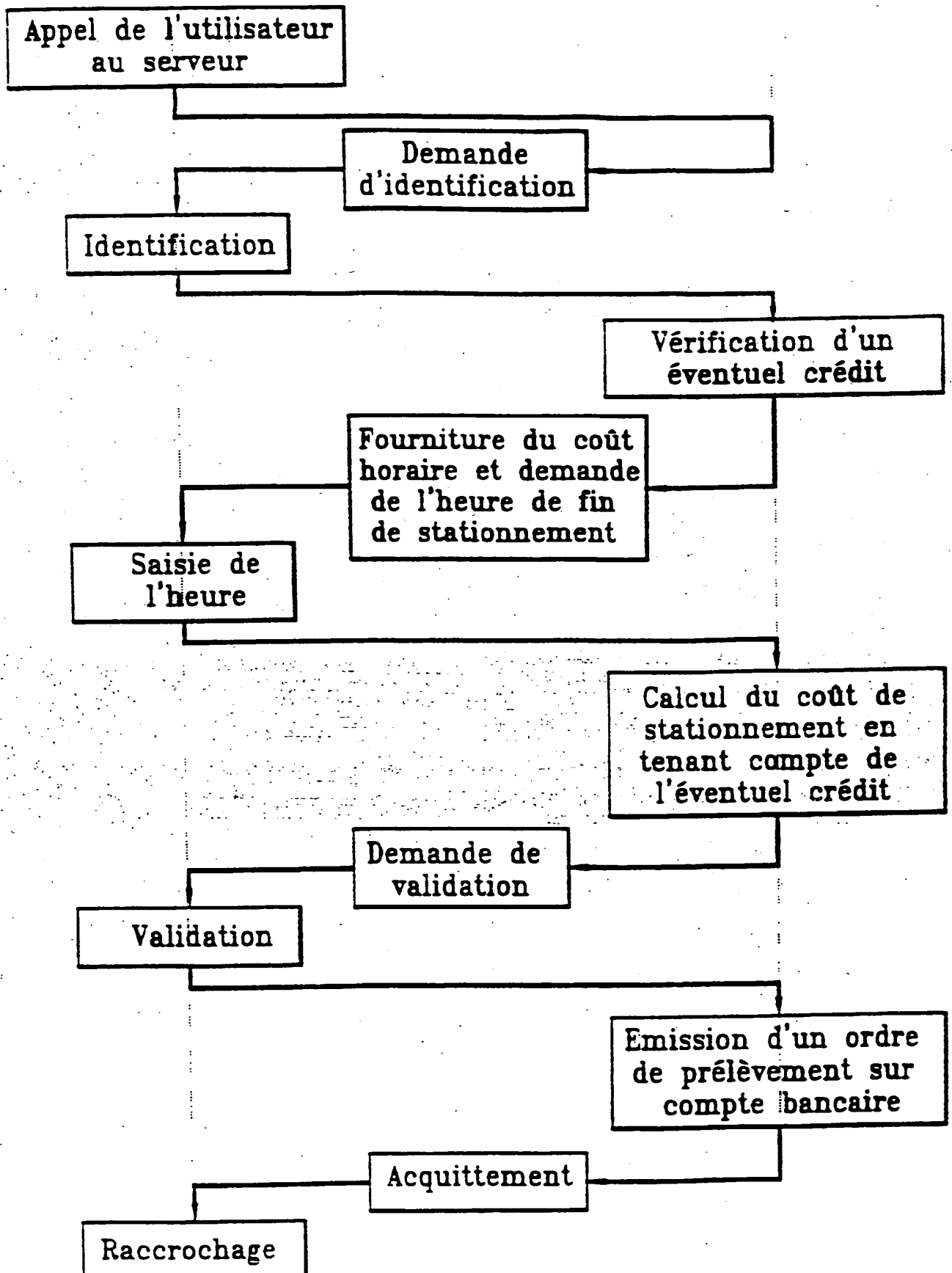


THIS PAGE BLANK (USPTO)

UTILISATEUR

SERVEUR
TELEPHONIQUE

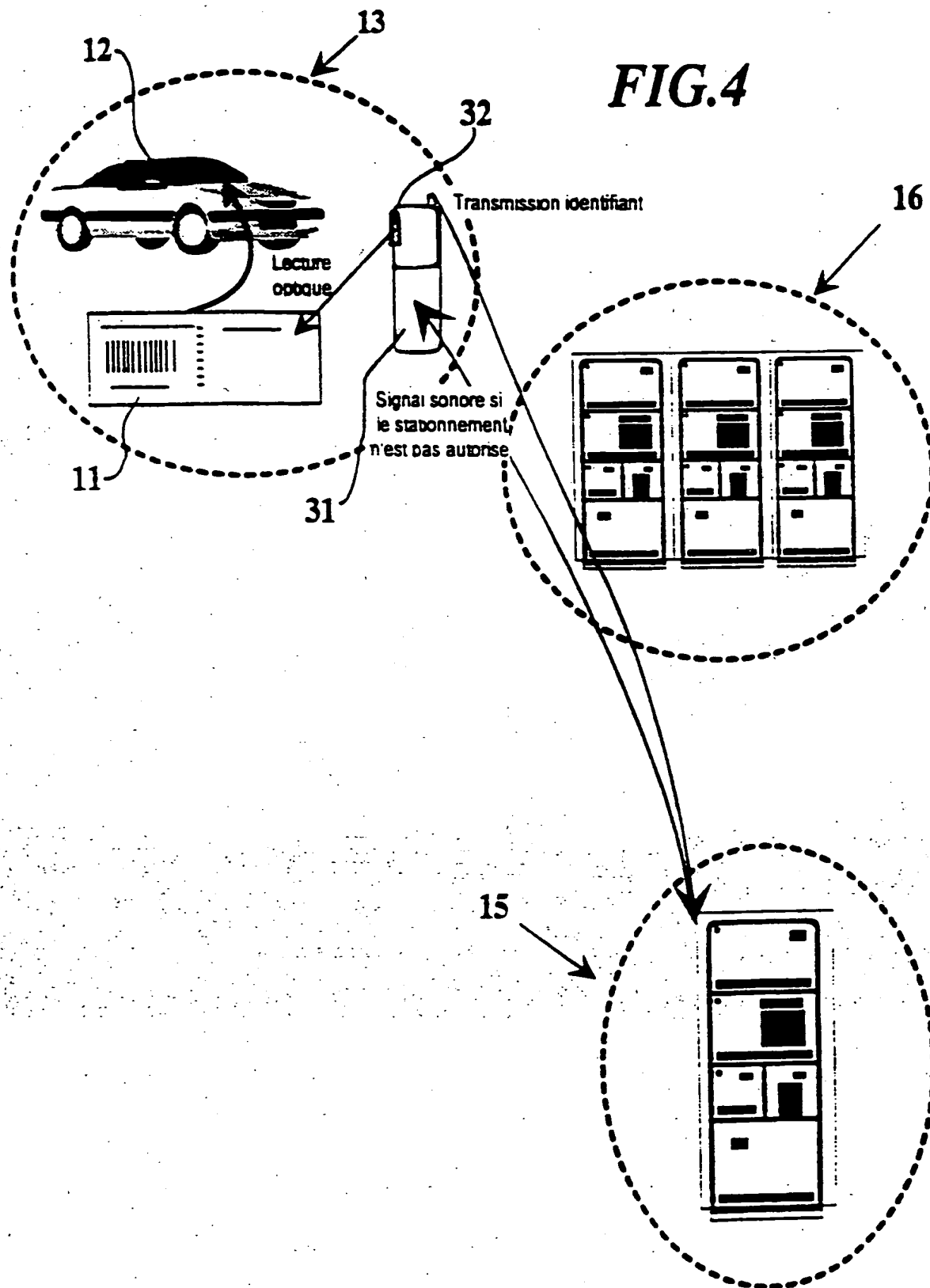
FIG.2



THIS PAGE BLANK (USPTO)

3/4

FIG.4



THIS PAGE BLANK (USPTO)

FIG. 3

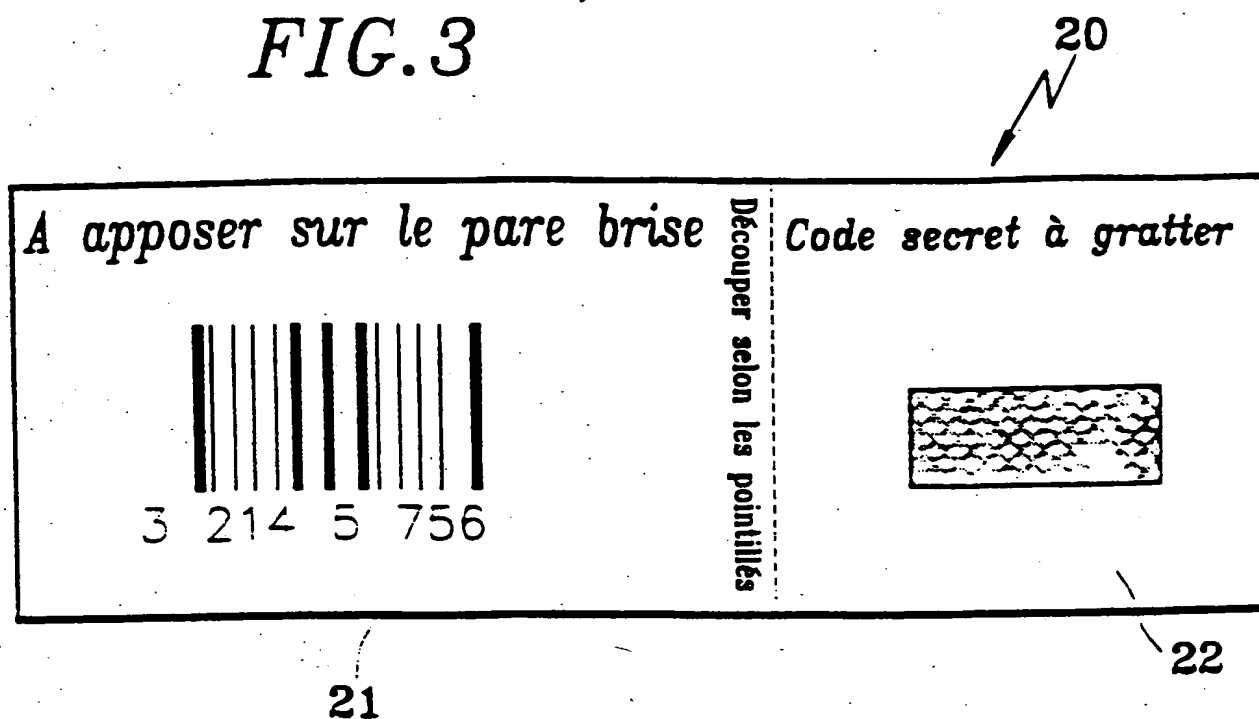
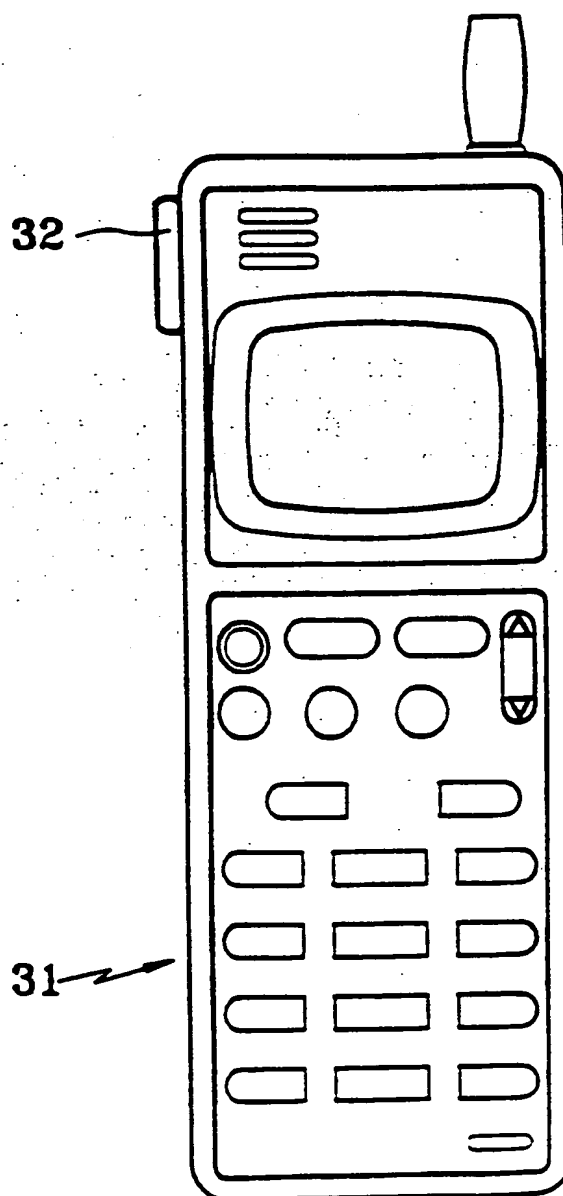


FIG. 5



THIS PAGE BLANK (USPTO)

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

International Application No

PCT/FR 00/02178

A. CLASSIFICATION OF SUBJECT MATTER

IPC 7 G07B15/02

According to International Patent Classification (IPC) or to both national classification and IPC

B. FIELDS SEARCHED

Minimum documentation searched (classification system followed by classification symbols)

IPC 7 G07B G07F G07C

Documentation searched other than minimum documentation to the extent that such documents are included in the fields searched

Electronic data base consulted during the international search (name of data base and, where practical, search terms used)

EPO-Internal, WPI Data, PAJ

C. DOCUMENTS CONSIDERED TO BE RELEVANT

Category *	Citation of document, with indication, where appropriate, of the relevant passages	Relevant to claim No.
X Y A	US 5 905 247 A (ILEN TERO) 18 May 1999 (1999-05-18) abstract column 3, line 33 -column 6, line 14 claims; figures	1,5, 10-12,18 2,3 6,7, 13-15
Y A	WO 96 34366 A (LAHTI HEIKKI ;FINLAND TELECOM OY (FI)) 31 October 1996 (1996-10-31) abstract page 2, line 4 -page 3, line 14 page 6, line 21 -page 10, line 18 claims 1-4,6,7; figure 1 -/-	2,3 1,5-8, 10, 13-16,18



Further documents are listed in the continuation of box C.



Patent family members are listed in annex.

* Special categories of cited documents :

"A" document defining the general state of the art which is not considered to be of particular relevance

"E" earlier document but published on or after the international filing date

"L" document which may throw doubts on priority claim(s) or which is cited to establish the publication date of another citation or other special reason (as specified)

"O" document referring to an oral disclosure, use, exhibition or other means

"P" document published prior to the international filing date but later than the priority date claimed

"T" later document published after the international filing date or priority date and not in conflict with the application but cited to understand the principle or theory underlying the invention

"X" document of particular relevance; the claimed invention cannot be considered novel or cannot be considered to involve an inventive step when the document is taken alone

"Y" document of particular relevance; the claimed invention cannot be considered to involve an inventive step when the document is combined with one or more other such documents, such combination being obvious to a person skilled in the art.

"Z" document member of the same patent family

Date of the actual completion of the international search

13 November 2000

Date of mailing of the international search report

20/11/2000

Name and mailing address of the ISA

European Patent Office, P.B. 5818 Patentlaan 2
NL - 2280 HV Rijswijk
Tel. (+31-70) 340-2040, Tx. 31 651 epo nl,
Fax: (+31-70) 340-3016

Authorized officer

Miltgen, E

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

International Application No.

PCT/FR 00/02178

C.(Continuation) DOCUMENTS CONSIDERED TO BE RELEVANT

Category *	Citation of document, with indication, where appropriate, of the relevant passages	Relevant to claim No.
A	WO 97 45814 A (VAZVAN BEHRUZ) 4 December 1997 (1997-12-04) page 5, line 30 -page 6, column 8 page 10, line 18 - line 32 claim 5; figure 1	1-3,5,18
A	US 4 720 785 A (SHAPIRO BERNARD) 19 January 1988 (1988-01-19) abstract column 4, line 37 -column 6, line 64 figures 2-8	6-8, 13-16
A	US 5 587 575 A (LEITNER JOHANN R ET AL) 24 December 1996 (1996-12-24)	
A	GB 2 270 497 A (ALMEX CONTROL SYSTEMS LTD ;HENRY BOOTH & COMPANY (GB); METRIC GROU) 16 March 1994 (1994-03-16)	

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

Information on patent family members

Int. Application No

PCT/FR 00/02178

Patent document cited in search report		Publication date	Patent family member(s)	Publication date
US 5905247	A	18-05-1999	FI 950918 A AU 4721396 A EP 0812448 A WO 9627170 A	29-08-1996 18-09-1996 17-12-1997 06-09-1996
WO 9634366	A	31-10-1996	FI 2136 U AU 5401596 A EP 0781437 A	19-10-1995 18-11-1996 02-07-1997
WO 9745814	A	04-12-1997	FI 962553 A FI 971248 A FI 970767 A EP 0960402 A FI 971009 A	25-11-1997 26-04-1997 20-10-1997 01-12-1999 26-04-1997
US 4720785	A	19-01-1988	NONE	
US 5587575	A	24-12-1996	ZA 9506724 A	06-05-1996
GB 2270497	A	16-03-1994	NONE	

THIS PAGE BLANK (USPTO)

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

De internationale No
PCT/FR 00/02178

A. CLASSEMENT DE L'OBJET DE LA DEMANDE
CIB 7 G07B15/02

Selon la classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois selon la classification nationale et la CIB

B. DOMAINES SUR LESQUELS LA RECHERCHE A PORTE

Documentation minimale consultée (système de classification suivi des symboles de classement)
CIB 7 G07B G07F G07C

Documentation consultée autre que la documentation minimale dans la mesure où ces documents relèvent des domaines sur lesquels a porté la recherche

Base de données électronique consultée au cours de la recherche internationale (nom de la base de données, et si réalisable, termes de recherche utilisés)
EPO-Internal, WPI Data, PAJ

C. DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS

Catégorie *	Identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indication des passages pertinents	no. des revendications visées
X Y A	US 5 905 247 A (ILEN TERO) 18 mai 1999 (1999-05-18) abrégé colonne 3, ligne 33 -colonne 6, ligne 14 revendications; figures	1,5, 10-12,18 2,3 6,7, 13-15
Y A	WO 96 34366 A (LAHTI HEIKKI ;FINLAND TELECOM OY (FI)) 31 octobre 1996 (1996-10-31) abrégé page 2, ligne 4 -page 3, ligne 14 page 6, ligne 21 -page 10, ligne 18 revendications 1-4,6,7; figure 1 -/-	2,3 1,5-8, 10, 13-16,18

☒ Voir la suite du cadre C pour la fin de la liste des documents

☒ Les documents de familles de brevets sont indiqués en annexe

* Catégories spéciales de documents cités:

- "A" document définissant l'état général de la technique, non considéré comme particulièrement pertinent
- "E" document antérieur, mais publié à la date de dépôt international ou après cette date
- "L" document pouvant jeter un doute sur une revendication de priorité ou cité pour déterminer la date de publication d'une autre citation ou pour une raison spéciale (telle qu'indiquée)
- "O" document se référant à une divulgation orale, à un usage, à une exposition ou tous autres moyens
- "P" document publié avant la date de dépôt international, mais postérieurement à la date de priorité revendiquée

"T" document ultérieur publié après la date de dépôt international ou la date de priorité et n'appartenant pas à l'état de la technique pertinent, mais cité pour comprendre le principe ou la théorie constituant la base de l'invention

"X" document particulièrement pertinent; l'invention revendiquée ne peut être considérée comme nouvelle ou comme impliquant une activité inventive par rapport au document considéré isolément

"Y" document particulièrement pertinent; l'invention revendiquée ne peut être considérée comme impliquant une activité inventive lorsque le document est associé à un ou plusieurs autres documents de même nature, cette combinaison étant évidente pour une personne du métier

"Z" document qui fait partie de la même famille de brevets

Date à laquelle la recherche internationale a été effectivement achevée

13 novembre 2000

Date d'expédition du présent rapport de recherche internationale

20/11/2000

Nom et adresse postale de l'administration chargée de la recherche internationale
Office Européen des Brevets, P.B. 5818 Patentlaan 2
NL - 2280 HV Rijswijk
Tel. (+31-70) 340-2040, Tx. 31 651 epo nl,
Fax: (+31-70) 340-3016

Fonctionnaire autorisé

Miltgen, E

C.(suite) DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS

Catégorie	Identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indication des passages pertinents	no. des revendications visées
A	WO 97 45814 A (VAZVAN BEHRUZ) 4 décembre 1997 (1997-12-04) page 5, ligne 30 -page 6, colonne 8 page 10, ligne 18 - ligne 32 revendication 5; figure 1	1-3,5,18
A	US 4 720 785 A (SHAPIRO BERNARD) 19 janvier 1988 (1988-01-19) abrégé colonne 4, ligne 37 -colonne 6, ligne 64 figures 2-8	6-8, 13-16
A	US 5 587 575 A (LEITNER JOHANN R ET AL) 24 décembre 1996 (1996-12-24)	
A	GB 2 270 497 A (ALMEX CONTROL SYSTEMS LTD ;HENRY BOOTH & COMPANY (GB); METRIC GROU) 16 mars 1994 (1994-03-16)	

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Renseignements relatifs aux membres de familles de brevets

D Internationale No

PCT/FR 00/02178

Document brevet cité au rapport de recherche		Date de publication	Membre(s) de la famille de brevet(s)	Date de publication
US 5905247	A	18-05-1999	FI 950918 A AU 4721396 A EP 0812448 A WO 9627170 A	29-08-1996 18-09-1996 17-12-1997 06-09-1996
WO 9634366	A	31-10-1996	FI 2136 U AU 5401596 A EP 0781437 A	19-10-1995 18-11-1996 02-07-1997
WO 9745814	A	04-12-1997	FI 962553 A FI 971248 A FI 970767 A EP 0960402 A FI 971009 A	25-11-1997 26-04-1997 20-10-1997 01-12-1999 26-04-1997
US 4720785	A	19-01-1988	AUCUN	
US 5587575	A	24-12-1996	ZA 9506724 A	06-05-1996
GB 2270497	A	16-03-1994	AUCUN	

THIS PAGE BLANK (USPTO)

La demande d'examen préliminaire international doit être présentée directement à l'administration chargée de l'examen préliminaire international qui est compétente ou, si plusieurs administrations sont compétentes, à l'une d'entre elles, au choix du déposant. Le déposant peut indiquer le nom complet ou le code à deux lettres de cette administration au dessus de la ligne qui suit :

IPEA/

PCT

CHAPITRE II

DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

selon l'article 31 du Traité de coopération en matière de brevets :
Le soussigné requiert que la demande internationale spécifiée ci-après fasse l'objet d'un examen préliminaire international conformément au Traité de coopération en matière de brevets et fait élection de tous les États éligibles sauf indication contraire.

Réservé à l'administration chargée de l'examen préliminaire international

Administration chargée de l'examen préliminaire international		Date de réception de la demande d'examen préliminaire international	
Cadre n° I IDENTIFICATION DE LA DEMANDE INTERNATIONALE		Référence du dossier du déposant ou du mandataire SP 16781.C DB	
Demande internationale n° PCT/FR00/02178	Date du dépôt international (jour/mois/année) 28 juillet 2000 (28.07.00)	Date de priorité (la plus ancienne) (jour/mois/année) 30 juillet 1999 (30.07.99)	
Titre de l'invention PROCEDE DE GESTION DU PAIEMENT DE TAXES DE STATIONNEMENT, COUPON DE VALIDATION ET TERMINAL DE VERIFICATION DE CE PAIEMENT			
Cadre n° II DÉPOSANT(S)			
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.) FRANCE TELECOM 6, Place d'Alleray 75015 PARIS FRANCE		n° de téléphone 01 45 29 44 44	
		n° de télécopieur	
		n° de téléimprimeur	
Nationalité (nom de l'État) : FR		Domicile (nom de l'État) : FR	
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.) FAVEREAUX Jean-François 4, rue Pierre Ruibet 38000 GRENOBLE FRANCE			
Nationalité (nom de l'État) : FR		Domicile (nom de l'État) : FR	
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)			
Nationalité (nom de l'État) :		Domicile (nom de l'État) :	
<input type="checkbox"/> D'autres déposants sont indiqués sur une feuille annexe.			

THIS PAGE BLANK (USPTO)

Cadre n° III MANDATAIRE OU REPRÉSENTANT COMMUN; OU ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCELa personne indiquée ci-dessous est ☒ mandataire ☐ représentant commun

- et ☒ a été désignée à une date antérieure; elle représente aussi le ou les déposants pour l'examen préliminaire international.
- ☐ est désignée par la présente; toute désignation antérieure de mandataires ou d'un représentant commun est de ce fait révoquée.
- ☐ est désignée par la présente, spécialement pour la procédure devant l'administration chargée de l'examen préliminaire international, en sus du ou des mandataires ou du représentant commun désignés antérieurement.

Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)

DU BOISBAUDRY Dominique

c/o SOCIETE DE PROTECTION DES INVENTIONS

3, rue du Docteur Lancereaux
75008 PARIS
FRANCE

n° de téléphone

01 53 83 94 00

n° de télécopieur

01 45 63 83 33

n° de téléimprimeur

- ☐ Adresse pour la correspondance : cocher cette case lorsque aucun mandataire ni représentant commun n'est ou n'a été désigné et que l'espace ci-dessus est utilisé pour indiquer une adresse spéciale à laquelle la correspondance doit être envoyée.

Cadre n° IV BASE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**Déclaration concernant les modifications : ***

1. Le déposant souhaite que l'examen préliminaire international commence sur la base suivante :

- ☐ la demande internationale telle qu'elle a été déposée initialement
- la description ☐ telle qu'elle a été déposée initialement
☐ telle qu'elle a été modifiée en vertu de l'article 34
- les revendications ☐ telles qu'elles ont été déposées initialement
☐ telles qu'elles ont été modifiées en vertu de l'article 19 (avec, le cas échéant, la déclaration jointe aux modifications)
☐ telles qu'elles ont été modifiées en vertu de l'article 34
- les dessins ☐ tels qu'ils ont été déposés initialement
☐ tels qu'ils ont été modifiés en vertu de l'article 34

2. ☐ Le déposant souhaite que les modifications apportées aux revendications en vertu de l'article 19 soient considérées comme écartées.

3. ☐ Le déposant souhaite que le commencement de l'examen préliminaire international soit différé jusqu'à l'expiration d'un délai de 20 mois à compter de la date de priorité, à moins que l'administration chargée de l'examen préliminaire international ne reçoive une copie des modifications effectuées en vertu de l'article 19 ou une déclaration du déposant, aux termes de laquelle celui-ci ne souhaite pas effectuer de modifications en vertu de l'article 19 (règle 69.1.d)). (Ne pas cocher cette case lorsque le délai visé à l'article 19 a expiré.)

* Lorsque aucune case n'est cochée, l'examen préliminaire international commencera sur la base de la demande internationale telle qu'elle a été déposée initialement ou, si l'administration chargée de l'examen préliminaire international reçoit copie des modifications apportées aux revendications en vertu de l'article 19 ou des modifications apportées à la demande internationale en vertu de l'article 34 avant d'avoir commencé à rédiger une opinion écrite ou le rapport d'examen préliminaire international, sur la base de la demande internationale ainsi modifiée.

Langue : l'examen préliminaire international sera effectué en Français, qui est

- ☒ la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée.
- ☐ la langue d'une traduction remise aux fins de la recherche internationale.
- ☐ la langue de publication de la demande internationale.
- ☐ la langue de la traduction (qui va être) remise aux fins de l'examen préliminaire international.

Cadre n° V ÉLECTION D'ÉTATS

Le déposant élit tous les États éligibles (c'est-à-dire tous les États qui ont été désignés et qui sont liés par le chapitre II du PCT) à l'exclusion des États ci-après que le déposant souhaite ne pas élire :

THIS PAGE BLANK (USPTO)

Cadre n° VI BORDEREAU

Aux fins de l'examen préliminaire international, les éléments suivants, établis dans la langue indiquée au cadre n° IV, sont joints à la présente demande d'examen :

- | | | |
|--|---|----------|
| 1. traduction de la demande internationale | : | feuilles |
| 2. modifications selon l'article 34 | : | feuilles |
| 3. copie (ou, si elle est exigée, traduction) des modifications selon l'article 19 | : | feuilles |
| 4. copie (ou, si elle est exigée, traduction) de la déclaration selon l'article 19 | : | feuilles |
| 5. lettre | : | feuilles |
| 6. autres pièces (préciser) | : | feuilles |

Réservé à l'administration chargée de l'examen préliminaire international

reçu non reçu

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le ou les éléments cochés ci-après sont aussi joints à la demande d'examen préliminaire international :

- | | |
|---|---|
| 1. <input checked="" type="checkbox"/> feuille de calcul des taxes | 4. <input type="checkbox"/> explication de l'absence d'une signature |
| 2. <input type="checkbox"/> pouvoir distinct signé | 5. <input type="checkbox"/> listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés sous forme déchiffable par ordinateur |
| 3. <input type="checkbox"/> copie du pouvoir général; numéro de référence, le cas échéant : | 6. <input type="checkbox"/> autres éléments (préciser) : |

Cadre n° VII SIGNATURE DU DÉPOSANT, DU MANDATAIRE OU DU REPRÉSENTANT COMMUN

À côté de chaque signature, indiquer le nom du signataire et, si cela n'apparaît pas clairement à la lecture de la demande d'examen préliminaire international, à quel titre l'intéressé signe.


DU BOISBAUDRY Dominique

Réservé à l'administration chargée de l'examen préliminaire international

1. Date effective de réception de la DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL :

2. Date modifiée de réception de la demande d'examen préliminaire international, en cas de CORRECTIONS apportées en vertu de la règle 60.1.b) :

3. ☐ La demande d'examen préliminaire international a été reçue PLUS DE 19 mois après la date de priorité et les points 4 et 5 ne sont pas applicables.

☐ Le déposant a été informé en conséquence.

4. ☐ La demande d'examen préliminaire international a été reçue dans le délai de 19 mois à compter de la date de priorité, prorogé en vertu de la règle 80.5.

5. ☐ Bien que la demande d'examen préliminaire international ait été reçue plus de 19 mois après la date de priorité, le retard à l'arrivée est EXCUSÉ en vertu de la règle 82.

Réservé au Bureau international

Demande d'examen préliminaire international reçue de l'administration chargée de l'examen préliminaire international le :

THIS PAGE BLANK (USPTO)

PCT

FEUILLE DE CALCUL DES TAXES

Annexe de la demande d'examen préliminaire international

Demande internationale n° PCT/FR00/02178	Réservé à l'administration chargée de l'examen préliminaire international
Référence du dossier du déposant ou du mandataire SP 16781.C DB	Timbre à date de l'administration chargée de l'examen préliminaire international
Déposant FRANCE TELECOM - FAVEREAUX Jean-François	
Calcul des taxes prescrites	
1. Taxe d'examen préliminaire	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px; display: inline-block;">1 533 Euros</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; display: inline-block; margin-left: 10px;">P</div>
2. Taxe de traitement <i>(Les déposants de certains États ont droit à une réduction de 75% de la taxe de traitement. Lorsque le déposant a (ou tous les déposants ont) droit à cette réduction, le montant devant figurer sous H est égal à 25% de la taxe de traitement.)</i>	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px; display: inline-block;">148 Euros</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; display: inline-block; margin-left: 10px;">H</div>
3. Total des taxes prescrites Additionner les montants portés dans les cadres P et H et inscrire le résultat dans le cadre TOTAL	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px; display: inline-block;">1 681 Euros</div>
<div style="border: 1px solid black; padding: 2px; display: inline-block;">TOTAL</div>	
Mode de paiement	
<input checked="" type="checkbox"/> autorisation de débiter un compte de dépôt auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir plus bas)	<input type="checkbox"/> espèces
<input type="checkbox"/> chèque	<input type="checkbox"/> timbres fiscaux
<input type="checkbox"/> mandat postal	<input type="checkbox"/> coupons
<input type="checkbox"/> traite bancaire	<input type="checkbox"/> autre (préciser):
Autorisation concernant un compte de dépôt <i>(les administrations chargées de l'examen préliminaire international ne permettent pas toutes l'utilisation de ce mode de paiement)</i>	
L'administration chargée de l'examen préliminaire international/	<input checked="" type="checkbox"/> est autorisée à débiter mon compte de dépôt du total des taxes indiqué ci-dessus.
<input type="checkbox"/> <i>(cette case ne peut être cochée que si les conditions relatives aux comptes de dépôt établies par l'administration chargée de l'examen préliminaire international le permettent)</i> est autorisée à débiter mon compte de dépôt de tout montant manquant – ou à le créditer de tout excédent – dans le paiement du total des taxes indiqué ci-dessus.	
2804.0229	23 janvier 2001
Numéro du compte de dépôt	Date (jour/mois/année)
Signature AUDIER Philippe	

THIS PAGE BLANK (USPTO)

PCT

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

(article 18 et règles 43 et 44 du PCT)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire SP16781.C DB	POUR SUITE voir la notification de transmission du rapport de recherche internationale (formulaire PCT/ISA/220) et, le cas échéant, le point 5 ci-après A DONNER	
Demande internationale n° PCT/FR 00/ 02178	Date du dépôt international(jour/mois/année) 28/07/2000	(Date de priorité (la plus ancienne) (jour/mois/année) 30/07/1999
Déposant FRANCE TELECOM		

Le présent rapport de recherche internationale, établi par l'administration chargée de la recherche internationale, est transmis au déposant conformément à l'article 18. Une copie en est transmise au Bureau international.

Ce rapport de recherche internationale comprend 3 feuilles.

☒ Il est aussi accompagné d'une copie de chaque document relatif à l'état de la technique qui y est cité.

1. Base du rapport

- a. En ce qui concerne la **langue**, la recherche internationale a été effectuée sur la base de la demande internationale dans la langue dans laquelle elle a été déposée, sauf indication contraire donnée sous le même point.
- ☐ la recherche internationale a été effectuée sur la base d'une traduction de la demande internationale remise à l'administration.
- b. En ce qui concerne les **séquences de nucléotides ou d'acides aminés** divulguées dans la demande internationale (le cas échéant), la recherche internationale a été effectuée sur la base du listage des séquences :
- ☐ contenu dans la demande internationale, sous forme écrite.
- ☐ déposée avec la demande internationale, sous forme déchiffrable par ordinateur.
- ☐ remis ultérieurement à l'administration, sous forme écrite.
- ☐ remis ultérieurement à l'administration, sous forme déchiffrable par ordinateur.
- ☐ La déclaration, selon laquelle le listage des séquences présenté par écrit et fourni ultérieurement ne vas pas au-delà de la divulgation faite dans la demande telle que déposée, a été fournie.
- ☐ La déclaration, selon laquelle les informations enregistrées sous forme déchiffrable par ordinateur sont identiques à celles du listage des séquences présenté par écrit, a été fournie.

2. ☐ Il a été estimé que certaines revendications ne pouvaient pas faire l'objet d'une recherche (voir le cadre I).

3. ☐ Il y a absence d'unité de l'invention (voir le cadre II).

4. En ce qui concerne le titre,

- ☒ le texte est approuvé tel qu'il a été remis par le déposant.
- ☐ Le texte a été établi par l'administration et a la teneur suivante:

5. En ce qui concerne l'abrégé,

- ☒ le texte est approuvé tel qu'il a été remis par le déposant
- ☐ le texte (reproduit dans le cadre III) a été établi par l'administration conformément à la règle 38.2b). Le déposant peut présenter des observations à l'administration dans un délai d'un mois à compter de la date d'expédition du présent rapport de recherche internationale.

6. La figure des dessins à publier avec l'abrégé est la Figure n°

- ☒ suggérée par le déposant.
- ☐ parce que le déposant n'a pas suggéré de figure.
- ☐ parce que cette figure caractérise mieux l'invention.

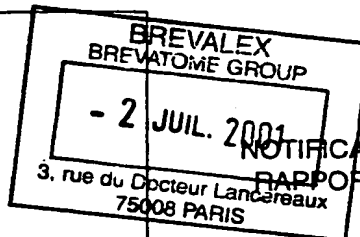
1
☐ Aucune des figures n'est à publier.

THIS PAGE BLANK (USPTO)

Expéditeur: L'ADMINISTRATION CHARGEE DE
L'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL

Destinataire:

DU BOISBAUDRY, D.
Société de Protection des
Inventions
3, rue du Docteur Lancereaux
F - 75008 Paris
FRANCE



PCT

**NOTIFICATION DE TRANSMISSION DU
RAPPORT D'EXAMEN PRELIMINAIRE
INTERNATIONAL**

(règle 71.1 du PCT)

Date d'expédition
(jour/mois/année) 28.06.2001

Référence du dossier du déposant ou du mandataire
SP16781.C DB

NOTIFICATION IMPORTANTE

Demande internationale No.
PCT/FR00/02178

Date du dépôt international (jour/mois/année)
28/07/2000

Date de priorité (jour/mois/année)
30/07/1999

Déposant
FRANCE TELECOM et al.


1. Il est notifié au déposant que l'administration chargée de l'examen préliminaire international a établi le rapport d'examen préliminaire international pour la demande internationale et le lui transmet ci-joint, accompagné, le cas échéant, de ces annexes.
2. Une copie du présent rapport et, le cas échéant, de ses annexes est transmise au Bureau international pour communication à tous les offices élus.
3. Si tel ou tel office élu l'exige, le Bureau international établira une traduction en langue anglaise du rapport (à l'exclusion des annexes de celui-ci) et la transmettra aux offices intéressés.
4. **RAPPEL**

Pour aborder la phase nationale auprès de chaque office élu, le déposant doit accomplir certains actes (dépôt de traduction et paiement des taxes nationales) dans le délai de 30 mois à compter de la date de priorité (ou plus tard pour ce qui concerne certains offices) (article 39.1) (voir aussi le rappel envoyé par le Bureau international dans le formulaire PCT/IB/301).

Lorsqu'une traduction de la demande internationale doit être remise à un office élu, elle doit comporter la traduction de toute annexe du rapport d'examen préliminaire international. Il appartient au déposant d'établir la traduction en question et de la remettre directement à chaque office élu intéressé.

Pour plus de précisions en ce qui concerne les délais applicables et les exigences des offices élus, voir le Volume II du Guide du déposant du PCT.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international

 Office européen des brevets
D-80298 Munich
Tél. +49 89 2399 - 0 Tx: 523656 epmu d
Fax: +49 89 2399 - 4465

Fonctionnaire autorisé

Atienza Vivancos, B

Tél. +49 89 2399-7891




THIS PAGE BLANK (USPTO)

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

PCT

RAPPORT D'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL

(article 36 et règle 70 du PCT)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire SP16781.C DB	POUR SUITE A DONNER voir la notification de transmission du rapport d'examen préliminaire International (formulaire PCT/IPEA/416)	
Demande internationale n° PCT/FR00/02178	Date du dépôt international (jour/mois/année) 28/07/2000	Date de priorité (jour/mois/année) 30/07/1999
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB G07B15/02		
Déposant FRANCE TELECOM et al.		
<p>1. Le présent rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, est transmis au déposant conformément à l'article 36.</p> <p>2. Ce RAPPORT comprend 4 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Il est accompagné d'ANNEXES, c'est-à-dire de feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou de feuilles contenant des rectifications faites auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir la règle 70.16 et l'instruction 607 des Instructions administratives du PCT).</p> <p>Ces annexes comprennent 6 feuilles.</p>		
<p>3. Le présent rapport contient des indications relatives aux points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> I <input checked="" type="checkbox"/> Base du rapport II <input type="checkbox"/> Priorité III <input type="checkbox"/> Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle IV <input type="checkbox"/> Absence d'unité de l'invention V <input checked="" type="checkbox"/> Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration VI <input type="checkbox"/> Certains documents cités VII <input type="checkbox"/> Irrégularités dans la demande internationale VIII <input type="checkbox"/> Observations relatives à la demande internationale 		
Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale 31/01/2001	Date d'achèvement du présent rapport 28.06.2001	
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international:  Office européen des brevets D-80298 Munich Tél. +49 89 2399 - 0 Tx: 523656 epmu d Fax: +49 89 2399 - 4465	Fonctionnaire autorisé Houillon, J-C N° de téléphone +49 89 2399 2640	



THIS PAGE BLANK (USPTO)

**RAPPORT D'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**

Demande internationale n° PCT/FR00/02171

I. Base du rapport

1. En ce qui concerne les éléments de la demande internationale (*les feuilles de remplacement qui ont été remises à l'office récepteur en réponse à une invitation faite conformément à l'article 14 sont considérées dans le présent rapport comme "initialement déposées" et ne sont pas jointes en annexe au rapport puisqu'elles ne contiennent pas de modifications (règles 70.16 et 70.17)*):

Description, pages:

1,4-15	version initiale			
2,3,3a	reçue(s) le	21/05/2001	avec la lettre du	21/05/2001

Revendications, N°:

1-16	reçue(s) le	21/05/2001	avec la lettre du	21/05/2001
------	-------------	------------	-------------------	------------

Dessins, feuilles:

1/4-4/4	version initiale
---------	------------------

2. En ce qui concerne la **langue**, tous les éléments indiqués ci-dessus étaient à la disposition de l'administration ou lui ont été remis dans la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée, sauf indication contraire donnée sous ce point.

Ces éléments étaient à la disposition de l'administration ou lui ont été remis dans la langue suivante: , qui est :

- ☐ la langue d'une traduction remise aux fins de la recherche internationale (selon la règle 23.1(b)).
- ☐ la langue de publication de la demande internationale (selon la règle 48.3(b)).
- ☐ la langue de la traduction remise aux fins de l'examen préliminaire internationale (selon la règle 55.2 ou 55.3).

3. En ce qui concerne les **séquences de nucléotides ou d'acide aminés** divulguées dans la demande internationale (le cas échéant), l'examen préliminaire internationale a été effectué sur la base du listage des séquences :

- ☐ contenu dans la demande internationale, sous forme écrite.
- ☐ déposé avec la demande internationale, sous forme déchiffrable par ordinateur.
- ☐ remis ultérieurement à l'administration, sous forme écrite.
- ☐ remis ultérieurement à l'administration, sous forme déchiffrable par ordinateur.
- ☐ La déclaration, selon laquelle le listage des séquences par écrit et fourni ultérieurement ne va pas au-delà de la divulgation faite dans la demande telle que déposée, a été fournie.
- ☐ La déclaration, selon laquelle les informations enregistrées sous déchiffrable par ordinateur sont identiques à celles du listage des séquences Présenté par écrit, a été fournie.

THIS PAGE BLANK (USPTO)

**RAPPORT D'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**

Demande internationale n° PCT/FR00/02176

4. Les modifications ont entraîné l'annulation :

- ☐ de la description, pages :
- ☐ des revendications, n°s :
- ☐ des dessins, feuilles :

5. ☐ Le présent rapport a été formulé abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué ci-après (règle 70.2(c)) :

(Toute feuille de remplacement comportant des modifications de cette nature doit être indiquée au point 1 e annexée au présent rapport)

6. Observations complémentaires, le cas échéant :

V. Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Déclaration

Nouveauté	Oui : Revendications 1-16
	Non : Revendications
Activité inventive	Oui : Revendications 1-16
	Non : Revendications
Possibilité d'application industrielle	Oui : Revendications 1-16
	Non : Revendications

**2. Citations et explications
voir feuille séparée**

THIS PAGE BLANK (USPTO)

Concernant le point V

Déclaration motivée quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

Le document US-A-5905247 décrit les caractéristiques de l'objet de la revendication 1, la partie abonnement proprement dite étant considérée implicite dans ce document, à l'exception de celles concernant l'indication de l'heure présumée de fin de stationnement et celles spécifiant que le code secret est un code caché.. Dans ce document, l'utilisateur doit téléphoner à la fin du stationnement, ce qui sera vraisemblablement l'occasion de nombreuses fraudes. Grâce à cette différence le contrôle des fraudeurs est plus aisé. L'objet de la revendication 1 est donc nouveau et implique une activité inventive.

Aucun document cité ne décrit ou ne suggère l'objet de la revendication 12, qui est donc nouveau et implique une activité inventive.

Les revendications dépendantes 2-11 et 13-16 sont concernées par d'autres modes de réalisation de l'objet des revendications mentionnées ci-dessus.

THIS PAGE BLANK (USPTO)

retourner à son véhicule, ou prendre le risque d'avoir à payer une contravention.

• Pour le conducteur, procédure compliquée de paiement de la taxe de stationnement et, pour la
5 municipalité, manques à gagner importants pour non-paiement; notamment du fait des deux obligations précédentes.

• Pour la municipalité, gestion d'un parc de mobilier urbain important subissant les dégradations du
10 temps et les malveillances consécutives à la conservation de monnaie dans les machines. Ce parc est, de plus, très sensible aux modifications des pièces de monnaie et n'est absolument pas adapté aux futures pièces en Euros.

15 Le remplacement dans la ville de Paris des machines horodatrices à pièces par des machines horodatrices à carte ne supprime pas les problèmes d'accès au paiement, car le conducteur a toutes les chances de ne pas posséder de carte prépayée : au mieux
20 le conducteur possède régulièrement des cartes prépayées, mais il arrive toujours un moment où le montant restant est insuffisant ; au pire le conducteur ne connaît pas le fonctionnement de ces machines.

La présente invention a donc pour objectif de
25 faciliter l'accès des conducteurs au paiement de leurs taxes de stationnement.

Un document de l'art connu, le brevet
US 5 905 247, décrit un système de contrôle du paiement de taxes de parking qui comprend un registre de taxes
30 de parking contenant des informations concernant un ou plusieurs véhicules pour lesquels un paiement de taxes de parking est réalisé, un dispositif d'identification de chaque véhicule comprenant un code véhicule, par exemple un code barres apposé sur le pare-brise du
35 véhicule, lisible à l'aide d'un dispositif de contrôle

THIS PAGE BLANK (USPTO)

et un tel dispositif de contrôle permettant à la fois la lecture automatique, par exemple optique, du code véhicule, la transmission d'un message de demande de contrôle contenant le code véhicule vers le registre de taxes de parking, et la réception d'un message d'information concernant le paiement ou le non-paiement de la taxe de parking.

Exposé de l'invention

10 La présente invention concerne un procédé de gestion du paiement de taxes de stationnement dans une zone géographique donnée pour un utilisateur d'au moins un véhicule, caractérisé en ce qu'il comprend les étapes suivantes :

15 - l'utilisateur se rend en un point homologué pour un abonnement à un service d'horodateur virtuel où il remplit un formulaire d'abonnement, où il fournit un relevé d'identité bancaire, et où il reçoit un identifiant en deux parties : d'une part une vignette
20 comportant un code optique, de l'autre un code secret caché ;

- il découvre son code secret,

- il appose la vignette sur le pare-brise d'un dit véhicule,

25 - lorsque ledit utilisateur gare un dit véhicule sur un emplacement dans une zone géographique cliente du service d'horodateur virtuel, il compose sur un terminal téléphonique un numéro déterminé d'accès à un serveur téléphonique, il s'authentifie auprès de ce
30 serveur en donnant un identifiant chiffré correspondant au code optique, il compose le code secret, il indique l'heure présumée de fin de stationnement, et il valide sa commande.

L'utilisateur peut programmer une autre heure
35 de fin de stationnement en accédant au serveur

THIS PAGE BLANK (USPTO)

3 bis.

téléphonique, en composant le numéro déterminé d'accès à celui-ci.

L'utilisateur peut également demander, par courrier, une certification de son paiement.

5 Avantageusement le code optique est un cod -
barres. L'utilisateur reçoit un identifiant sous forme
d'un coupon en deux parties : la première formant la
vignette, la seconde contenant le code secret. La
vignette peut être une vignette autocollante, ou en un
10 matériau, tel que papier ou carton, permettant à
l'utilisateur d'insérer la vignette dans une pochette
transparente fixée sur le pare-brise d'un dit véhicule.
Le code secret peut être un code secret à gratter sur
la seconde partie du coupon.

15 L'agent chargé de la vérification du bon
paiement des taxes de stationnement utilise un lecteur
optique permettant de lire le code optique appliqué
sur le pare-brise d'un véhicule, cette lecture étant

THIS PAGE BLANK (USPTO)

REVENDICATIONS

1. Procédé de gestion du paiement de taxes de stationnement dans une zone géographique donnée pour un
5 utilisateur (10) d'au moins un véhicule (13), caractérisé en ce qu'il comprend les étapes suivantes :

- l'utilisateur se rend en un point homologué pour un abonnement à un service d'horodateur virtuel où il remplit un formulaire d'abonnement, où il fournit un
10 relevé d'identité bancaire, et où il reçoit un identifiant en deux parties : d'une part une vignette (11) comportant un code optique, de l'autre un code secret caché,

- il découvre son code secret,
15 - il appose la vignette (11) sur le pare-brise d'un dit véhicule (13),

- lorsque ledit utilisateur (10) gare un dit véhicule sur un emplacement dans une zone géographique cliente du service d'horodateur virtuel, il compose sur
20 un terminal téléphonique (14) un numéro déterminé d'accès à un serveur téléphonique (15), il s'authentifie auprès de ce serveur (15) en donnant un identifiant chiffré correspondant au code optique, et il compose le code secret, il indique l'heure présumée
25 de fin de stationnement, et valide sa commande.

2. Procédé selon la revendication 1, dans lequel l'utilisateur programme une autre heure de fin de stationnement en accédant au serveur téléphonique
30 (15), en composant le numéro déterminé d'accès à celui-ci.

THIS PAGE BLANK (USPTO)

17

3. Procédé selon la revendication 1, dans lequel l'utilisateur demande, par courrier, une certification de son paiement.

5 4. Procédé selon la revendication 1, dans lequel le code optique est un code-barres.

10 5. Procédé selon la revendication 1, dans lequel l'utilisateur reçoit un identifiant sous forme d'un coupon (20) en deux parties, la première (21) formant la vignette, la seconde (22) contenant le code secret.

15 6. Procédé selon la revendication 5, dans lequel la vignette est une vignette autocollante.

20 7. Procédé selon la revendication 3, dans lequel la vignette est en un matériau tel que l'utilisateur puisse l'insérer dans une pochette transparente fixée sur le pare-brise d'un dit véhicule.

25 8. Procédé selon la revendication 5, dans lequel le code secret est un code secret à gratter sur la seconde partie du coupon.

30 9. Procédé selon la revendication 1, dans lequel l'agent chargé de la vérification du bon paiement des taxes de stationnement utilise un lecteur optique pour la lecture du code optique appliqué sur le pare-brise du véhicule, et dans lequel cette lecture est transmise à l'aide d'un téléphone mobile au serveur téléphonique qui vérifie l'acquittement de la taxe de stationnement pour l'identifiant concerné.

THIS PAGE BLANK (USPTO)

10. Procédé selon la revendication 9, dans lequel un signal émis par le téléphone mobile prévient l'agent en cas de stationnement non valable.

5 11. Procédé selon la revendication 10, dans lequel le signal émis est un signal optique ou un signal sonore.

10 12. Coupon pour le paiement de taxes de stationnement, caractérisé en ce qu'il comprend deux parties, la première (21) formant une vignette comportant un code optique, la seconde (22) contenant un code secret caché.

15 13. Coupon selon la revendication 12, dans lequel le code optique est un code-barres.

20 14. Coupon selon la revendication 12, dans lequel la vignette est une vignette autocollante.

25 15. Coupon selon la revendication 12, dans lequel la vignette est en un matériau tel qu'elle puisse être insérée dans une pochette transparente fixée sur le pare-brise d'un véhicule.

16. Coupon selon la revendication 12, dans lequel le code secret est un code secret à gratter.



THIS PAGE BLANK (USPTO)

REPLACED BY
ART 34 AMDT

payment, particularly given the previous implications for the driver

- For the town council, the management of a significant stock of urban street furniture subject to weather damage and to malicious action arising from the coins kept in the machines. This stock is, moreover, very sensitive to modifications in coinage, and is in no way adapted to the forthcoming Euro coins.

Replacing coin operated pay and display machines in the city of Paris by card operated pay and display machines does not eliminate the payment access problems, since the driver has every chance of not having a prepaid card: a best case scenario would see the driver carrying prepaid cards on a regular basis, but there always comes a time when the amount remaining is insufficient; at worst the driver is unaware of how such machines operate.

The purpose of the present invention is therefore to facilitate driver access to parking charge payment.

Disclosure of the invention

The present invention concerns a process for managing the payment of parking charges in a given geographical area for a user of at least one vehicle, characterised in that it includes the following stages:

- the user goes to an approved point to subscribe to a virtual pay and display service where he completes a subscription form, where he provides particulars of his bank account, and where he receives an ID in two parts: on the one hand a sticker comprising an optical code, on the other a secret code;

- he affixes the sticker to the windscreen of a said vehicle.

THIS PAGE BLANK (USPTO)

When said user parks a said vehicle at a location within a geographical area covered by the virtual time pay and display service, he keys in on a telephone terminal a pre-set telephone server access number, he authenticates himself with this server by giving a coded ID corresponding to the optical code, he keys in the secret code, he indicates the prospective parking end time, and he validates his instruction.

The user may program another parking end time by accessing the telephone server, by keying in its pre-set access number.

The user may also request, by mail, certification of his payment.

To advantage the optical code is a bar code. The user receives an ID in the form of a voucher in two parts: the first forming the sticker, the second containing the secret code. The sticker may be a self-adhesive sticker, or be made of a material, such as paper or card, allowing the user to insert the sticker into a transparent pocket fixed on the windscreen of a said vehicle. The secret code may be a secret scratch code on the second part of the voucher.

The official responsible for verifying the correct payment of the parking charges uses an optical reader allowing the optical code applied on the windscreen of a vehicle to be read, this reading being transmitted by means of a mobile telephone to the telephone server which verifies the payment of the parking charge for the ID concerned. To advantage an optical or sound signal emitted by the mobile telephone warns the official responsible for verification in the event of invalid parking.

THIS PAGE BLANK (USPTO)

CLAIMS

1. A process for managing the payment of parking charges in a given geographical area for a user (10) of at least one vehicle (13), characterised in that it includes the following stages:

- 5 - the user goes to an approved point to subscribe to a virtual pay and display service where he completes a subscription form, where he provides particulars of his bank account, and where he receives an ID in two parts: on the one hand a sticker (11) comprising an
10 optical code, on the other a secret code;
 - he affixes the sticker (11) to the windscreen of a said the vehicle (13).

2. A process according to claim 1, wherein, when said user (10) parks a said vehicle at a location within a geographical area covered by the virtual time pay and display service, he keys in on a telephone
15 terminal (14) a pre-set telephone server (15) access number, he authenticates himself with this server (15) by giving a coded ID corresponding to the optical code, he keys in the secret code, he indicates the prospective parking end time, and he validates his
20 instruction.

3. A process according to claim 2, wherein the user programs another parking end time by accessing the telephone server (15), by keying in its pre-set access
25 number.

4. A process according to claim 2, wherein the user requests, by mail, certification of his payment.

THIS PAGE BLANK (USPTO)

5. A process according to claim 1, wherein the optical code is a bar code.

5 6. A process according to claim 1, wherein the user receives an ID in the form of a voucher (20) in two parts, the first (21) forming the sticker, the second (22) containing the secret code.

10 7. A process according to claim 6, wherein the sticker is a self-adhesive sticker.

15 8. A process according to claim 4, wherein the sticker is made of a material such that the user can insert it into a transparent pocket fixed on the windscreen of a said vehicle.

20 9. A process according to claim 6, wherein the secret code is a secret scratch code on the second part of the voucher.

25 10. A process according to claim 1, wherein the official responsible for verifying the correct payment of the parking charges uses an optical reader to read the optical code applied on the windscreen of a vehicle, and wherein this reading is transmitted by means of a mobile telephone to the telephone server which verifies the payment of the parking charge for the ID concerned.

30 11. A process according to claim 10, wherein a signal emitted by the mobile telephone warns the official in the event of invalid parking.

THIS PAGE BLANK (USPTO)

12. A process according to claim 11, wherein the signal emitted is an optical signal or a sound signal.

13. A voucher for the payment of parking charges,
5 characterised in that it includes two parts, the first
(21) forming a sticker comprising an optical code, the
second (22) containing a secret code.

14. A voucher according to claim 13, wherein the
10 optical code is a bar code.

15. A voucher according to claim 13, wherein the
sticker is a self-adhesive sticker.

16. A voucher according to claim 13, wherein the
15 sticker is made of a material such that it may be
inserted into a transparent pocket fixed on the
windscreen of a vehicle.

17. A voucher according to claim 13, wherein the
20 secret code is a secret scratch code.

THIS PAGE BLANK (USPTO)

101618685
Translation

PATENT COOPERATION TREATY

PCT

INTERNATIONAL PRELIMINARY EXAMINATION REPORT

(PCT Article 36 and Rule 70)

Applicant's or agent's file reference SP16781.C DB	FOR FURTHER ACTION See Notification of Transmittal of International Preliminary Examination Report (Form PCT/IPEA/416)	
International application No. PCT/FR00/02178	International filing date (day/month/year) 28 July 2000 (28.07.00)	Priority date (day/month/year) 30 July 1999 (30.07.99)
International Patent Classification (IPC) or national classification and IPC G07B 15/02		
Applicant FRANCE TELECOM		

1. This international preliminary examination report has been prepared by this International Preliminary Examining Authority and is transmitted to the applicant according to Article 36.
2. This REPORT consists of a total of 4 sheets, including this cover sheet.
- ☒ This report is also accompanied by ANNEXES, i.e., sheets of the description, claims and/or drawings which have been amended and are the basis for this report and/or sheets containing rectifications made before this Authority (see Rule 70.16 and Section 607 of the Administrative Instructions under the PCT).

These annexes consist of a total of 6 sheets.

3. This report contains indications relating to the following items:

- I ☒ Basis of the report
- II ☐ Priority
- III ☐ Non-establishment of opinion with regard to novelty, inventive step and industrial applicability
- IV ☐ Lack of unity of invention
- V ☒ Reasoned statement under Article 35(2) with regard to novelty, inventive step or industrial applicability; citations and explanations supporting such statement
- VI ☐ Certain documents cited
- VII ☐ Certain defects in the international application
- VIII ☐ Certain observations on the international application

Date of submission of the demand 31 January 2001 (31.01.01)	Date of completion of this report 28 June 2001 (28.06.2001)
Name and mailing address of the IPEA/EP	Authorized officer
Facsimile No.	Telephone No.

THIS PAGE BLANK (USPTO)

INTERNATIONAL PRELIMINARY EXAMINATION REPORT

International application No.

PCT/FR00/02178

I. Basis of the report

1. With regard to the **elements** of the international application:*

- ☐ the international application as originally filed
- ☒ the description:
pages _____ 1, 4-15 _____, as originally filed
pages _____, filed with the demand
pages _____ 2, 3, 3a _____, filed with the letter of _____ 21 May 2001 (21.05.2001)
- ☒ the claims:
pages _____, as originally filed
pages _____, as amended (together with any statement under Article 19
pages _____, filed with the demand
pages _____ 1-16 _____, filed with the letter of _____ 21 May 2001 (21.05.2001)
- ☒ the drawings:
pages _____ 1/4-4/4 _____, as originally filed
pages _____, filed with the demand
pages _____, filed with the letter of _____
- ☐ the sequence listing part of the description:
pages _____, as originally filed
pages _____, filed with the demand
pages _____, filed with the letter of _____

2. With regard to the **language**, all the elements marked above were available or furnished to this Authority in the language in which the international application was filed, unless otherwise indicated under this item.

These elements were available or furnished to this Authority in the following language _____ which is:

- ☐ the language of a translation furnished for the purposes of international search (under Rule 23.1(b)).
- ☐ the language of publication of the international application (under Rule 48.3(b)).
- ☐ the language of the translation furnished for the purposes of international preliminary examination (under Rule 55.2 and/or 55.3).

3. With regard to any **nucleotide and/or amino acid sequence** disclosed in the international application, the international preliminary examination was carried out on the basis of the sequence listing:

- ☐ contained in the international application in written form.
- ☐ filed together with the international application in computer readable form.
- ☐ furnished subsequently to this Authority in written form.
- ☐ furnished subsequently to this Authority in computer readable form.
- ☐ The statement that the subsequently furnished written sequence listing does not go beyond the disclosure in the international application as filed has been furnished.
- ☐ The statement that the information recorded in computer readable form is identical to the written sequence listing has been furnished.

4. ☐ The amendments have resulted in the cancellation of:

- ☐ the description, pages _____
- ☐ the claims, Nos. _____
- ☐ the drawings, sheets/fig _____

5. ☐ This report has been established as if (some of) the amendments had not been made, since they have been considered to go beyond the disclosure as filed, as indicated in the Supplemental Box (Rule 70.2(c)).**

* Replacement sheets which have been furnished to the receiving Office in response to an invitation under Article 14 are referred to in this report as "originally filed" and are not annexed to this report since they do not contain amendments (Rule 70.16 and 70.17).

** Any replacement sheet containing such amendments must be referred to under item 1 and annexed to this report.

THIS PAGE BLANK (USPTO)

V. Reasoned statement under Article 35(2) with regard to novelty, inventive step or industrial applicability; citations and explanations supporting such statement

1. Statement

Novelty (N)	Claims	1-16	YES
	Claims		NO
Inventive step (IS)	Claims	1-16	YES
	Claims		NO
Industrial applicability (IA)	Claims	1-16	YES
	Claims		NO

2. Citations and explanations

Document US-A-5905247 describes the features of the subject matter of Claim 1. The actual subscription portion is considered to be implicit in said document, except for the features concerning **the indication of the presumed end of parking time** and those specifying that **the secret code is a hidden code**. In this document, the user must use a telephone at the end of the parking, which will likely be the opportunity for a number of frauds. Due to this difference, controlling fraudsters is easier. The subject matter of Claim 1 is therefore novel and involves an inventive step.

None of the documents cited describes or suggests the subject matter of Claim 12, which is therefore novel and involves an inventive step.

Dependent Claims 2-11 and 13-16 concern other embodiments of the subject matter of the above-mentioned claims.

THIS PAGE BLANK (USPTO)

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

PCT

NOTIFICATION D'ELECTION

(règle 61.2 du PCT)

Expéditeur: le BUREAU INTERNATIONAL

Destinataire:

Commissioner
 US Department of Commerce
 United States Patent and Trademark
 Office, PCT
 2011 South Clark Place Room
 CP2/5C24
 Arlington, VA 22202
 ETATS-UNIS D'AMERIQUE
 en sa qualité d'office élu

Date d'expédition (jour/mois/année) 09 avril 2001 (09.04.01)	
Demande internationale no PCT/FR00/02178	Référence du dossier du déposant ou du mandataire SP16781.C DB
Date du dépôt international (jour/mois/année) 28 juillet 2000 (28.07.00)	Date de priorité (jour/mois/année) 30 juillet 1999 (30.07.99)
Déposant FAVEREAUX, Jean-François	

1. L'office désigné est avisé de son élection qui a été faite:

☒ dans la demande d'examen préliminaire international présentée à l'administration chargée de l'examen préliminaire international le:

31 janvier 2001 (31.01.01)

☐ dans une déclaration visant une élection ultérieure déposée auprès du Bureau international le:

2. L'élection ☒ a été faite

☐ n'a pas été faite

avant l'expiration d'un délai de 19 mois à compter de la date de priorité ou, lorsque la règle 32 s'applique, dans le délai visé à la règle 32.2b).

Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes 1211 Genève 20, Suisse no de télécopieur: (41-22) 740.14.35	Fonctionnaire autorisé Henrik Nyberg no de téléphone: (41-22) 338.83.38
--	---

THIS PAGE BLANK (USPTO)

à l'intention de l'office élu (EO/US)

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

PCT/FR00/02178

PCT

NOTIFICATION DE L'ENREGISTREMENT D'UN CHANGEMENT

(règle 92bis.1 et
instruction administrative 422 du PCT)

Expéditeur: le BUREAU INTERNATIONAL

Destinataire:

DU BOISBAUDRY, Dominique
Brevalex
3, rue du Docteur Lancereaux
F-75008 Paris
FRANCE

NOTIFICATION IMPORTANTE

Date du dépôt international (jour/mois/année)
28 juillet 2000 (28.07.00)

Date d'expédition (jour/mois/année)
26 avril 2001 (26.04.01)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire
SP16781.C DB

Demande internationale no
PCT/FR00/02178

1. Les renseignements suivants étaient enregistrés en ce qui concerne:

☐ le déposant

☐ l'inventeur

☒ le mandataire

☐ le représentant commun

Nom et adresse

DU BOISBAUDRY, Dominique
Société de Protection des
Inventions
3, rue du Docteur Lancereaux
F-75008 Paris
FRANCE

Nationalité (nom de l'Etat)

Domicile (nom de l'Etat)

no de téléphone

01 53 83 94 00

no de télécopieur

01 45 63 83 33

no de téléimprimeur

2. Le Bureau international notifie au déposant que le changement indiqué ci-après a été enregistré en ce qui concerne:

☐ la personne

☐ le nom

☒ l'adresse

☐ la nationalité

☐ le domicile

Nom et adresse

DU BOISBAUDRY, Dominique
Brevalex
3, rue du Docteur Lancereaux
F-75008 Paris
FRANCE

Nationalité (nom de l'Etat)

Domicile (nom de l'Etat)

no de téléphone

01 53 83 94 00

no de télécopieur

01 45 63 83 33

no de téléimprimeur

Observations complémentaires, le cas échéant:

Jne copie de cette notification a été envoyée:

☒ à l'office récepteur

☐ à l'administration chargée de la recherche internationale

☐ à l'administration chargée de l'examen préliminaire international

☐ aux offices désignés concernés

☒ aux offices élus concernés

☐ autre destinataire:

Bureau international de l'OMPI
34, chemin des Colombettes
1211 Genève 20, Suisse

Fonctionnaire autorisé:

Simin Baharlou

no de téléphone (41-22) 338.83.38

télécopieur (41-22) 740.14.35

ire PCT/IB/306 (mars 1994)

003989357

000000

THIS PAGE BLANK (USPTO)

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

PCT

NOTIFICATION RELATIVE
A LA PRESENTATION OU A LA TRANSMISSION
DU DOCUMENT DE PRIORITE

(instruction administrative 411 du PCT)

Destinataire:

DU BOISBAUDRY, Dominique
Société de Protection des
Inventions
3, rue du Docteur Lancereaux
F-75008 Paris
FRANCE

Date d'expédition (jour/mois/année) 10 octobre 2000 (10.10.00)	
Référence du dossier du déposant ou du mandataire SP16781.C DB	NOTIFICATION IMPORTANTE
Demande internationale no PCT/FR00/02178	Date du dépôt international (jour/mois/année) 28 juillet 2000 (28.07.00)
Date de publication internationale (jour/mois/année) Pas encore publiée	Date de priorité (jour/mois/année) 30 juillet 1999 (30.07.99)
Déposant FRANCE TELECOM etc	

1. La date de réception (sauf lorsque les lettres "NR" figurent dans la colonne de droite) par le Bureau international du u des documents de priorité correspondant à la ou aux demandes énumérées ci-après est notifiée au déposant. Sauf indication contraire consistant en un astérisque figurant à côté d'une date de réception, ou les lettres "NR", dans la colonne de droite, le document de priorité en question a été présenté ou transmis au Bureau international d'une manière conforme à la règle 17.1.a) ou b).
2. Ce formulaire met à jour et remplace toute notification relative à la présentation ou à la transmission du document de priorité qui a été envoyée précédemment.
3. Un astérisque(*) figurant à côté d'une date de réception dans la colonne de droite signale un document de priorité présenté ou transmis au Bureau international mais de manière non conforme à la règle 17.1.a) ou b). Dans ce cas, l'attention du déposant est appelée sur la règle 17.1.c) qui stipule qu'aucun office désigné ne peut décider de ne pas tenir compte de la revendication de priorité avant d'avoir donné au déposant la possibilité de remettre le document de priorité dans un délai raisonnable en l'espèce.
4. Les lettres "NR" figurant dans la colonne de droite signalent un document de priorité que le Bureau international n'a pas reçu ou que le déposant n'a pas demandé à l'office récepteur de préparer et de transmettre au Bureau international, conformément à la règle 17.1.a) ou b), respectivement. Dans ce cas, l'attention du déposant est appelée sur la règle 17.1.c) qui stipule qu'aucun office désigné ne peut décider de ne pas tenir compte de la revendication de priorité avant d'avoir donné au déposant la possibilité de remettre le document de priorité dans un délai raisonnable en l'espèce.

<u>Date de priorité</u>	<u>Demande de priorité n°</u>	<u>Pays, office régional ou office récepteur selon le PCT</u>	<u>Date de réception du document de priorité</u>
30 juil 1999 (30.07.99)	99/09945	FR	26 sept 2000 (26.09.00)

Bureau international de l'OMPI
34, chemin des Colombettes
1211 Genève 20, Suisse

no de télécopieur (41-22) 740.14.35

Fonctionnaire autorisé:


Simin Baharlou

no de téléphone (41-22) 338.83.38

THIS PAGE BLANK (USPTO)

REQUETE PCT

SP16781.C DB

Original (pour PRESENTATION) - imprimé le 28.07.2000 10:05:57 AM

0	Réservé à l'office récepteur	
0-1	Demande internationale No.	
0-2	Date du dépôt international	
0-3	Nom de l'office récepteur et "Demande internationale PCT"	
0-4	Formulaire - PCT/RO/101 Requête PCT	
0-4-1	Préparé avec	PCT-EASY Version 2.90 (mis à jour 10.05.2000)
0-5	Pétition Le soussigné requiert que la présente demande internationale soit traitée conformément au Traité de coopération en matière de brevets	
0-6	Office récepteur (choisi par le déposant)	Institut national de la propriété industrielle (France) (RO/FR)
0-7	Référence du dossier du déposant ou du mandataire	SP16781.C DB
I	Titre de l'invention	PROCEDE DE GESTION DU PAIEMENT DE TAXES DE STATIONNEMENT, COUPON DE VALIDATION ET TERMINAL DE VERIFICATION DE CE PAIEMENT
II	Déposant	
II-1	Cette personne est :	Déposant seulement
II-2	Déposant pour	Tous les Etats désignés sauf US
II-4	Nom	FRANCE TELECOM
II-5	Adresse:	6, Place d'Alleray F-75015 PARIS France
II-6	Nationalité (nom de l'Etat)	FR
II-7	Résidence (nom de l'Etat)	FR
II-8	No. de téléphone	01 45 29 44 44
III-1	Déposant et/ou inventeur	
III-1-1	Cette personne est :	Déposant et inventeur
III-1-2	Déposant pour	US seulement
III-1-4	Nom (NOM DE FAMILLE, Prénom)	FAVEREAUX, Jean-François
III-1-5	Adresse:	4 rue Pierre Ruibet F-38000 GRENOBLE France
III-1-6	Nationalité (nom de l'Etat)	FR
III-1-7	Résidence (nom de l'Etat)	FR

THIS PAGE BLANK (USPTO)

REQUETE PCT

SP16781.C DB

Original (pour PRESENTATION) - imprimé le 28.07.2000 10:05:57 AM

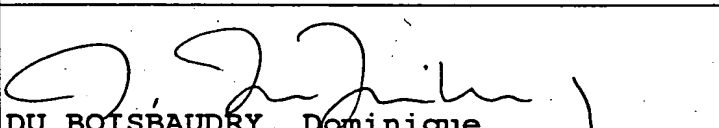
IV-1	Mandataire ; Représentant commun ou adresse pour la correspondance. La personne nommée ci-dessous est/ a été désignée pour agir au nom du ou des déposants auprès des autorités internationales compétentes, comme	mandataire
IV-1-1	Nom (NOM DE FAMILLE, Prénom)	DU BOISBAUDRY, Dominique
IV-1-2	Adresse:	c/o SOCIETE DE PROTECTION DES INVENTIONS 3, rue du Docteur Lancereaux F-75008 PARIS France
IV-1-3	No. de téléphone	01 53 83 94 00
IV-1-4	No de télécopieur:	01 45 63 83 33
IV-1-5	Courrier électronique:	spibrev@easynet.fr
V	Désignation d'Etats	
V-1	Brevet régional (d'autres formes de protection ou de traitement, le cas échéant, sont spécifiées entre parenthèses pour les Etats désignés concernés)	EP: AT BE CH&LI CY DE DK ES FI FR GB GR IE IT LU MC NL PT SE et tout autre Etat qui est un Etat contractant de la Convention sur le brevet européen et du PCT
V-2	Brevet national (d'autres formes de protection ou de traitement, le cas échéant, sont spécifiées entre parenthèses pour les Etats désignés concernés)	BR CA JP MX US
V-5	Déclaration concernant les désignations de précaution Outre les désignations faites sous les rubriques V-1, V-2 et V-3, le déposant fait aussi, conformément à la règle 4.9.b), toutes les désignations qui seraient autorisées en vertu du PCT, à l'exception de toute désignation(s) indiquée(s) dans la rubrique V-6 ci-dessous. Le déposant déclare que ces désignations additionnelles sont faites sous réserve de confirmation et que toute désignation qui n'est pas confirmée avant l'expiration d'un délai de 15 mois à compter de la date de priorité sera considérée comme retirée par le déposant à l'expiration de ce délai.	
V-6	Exclusion(s) des désignations de précaution	NEANT
VI-1	Revendication de priorité d'une demande nationale antérieure	
VI-1-1	Date du dépôt	30 juillet 1999 (30.07.1999)
VI-1-2	Numéro	99 09945
VI-1-3	Pays	FR
VII-1	Administration chargée de la recherche internationale choisie	Office européen des brevets (OEB) (ISA/EP)

THIS PAGE BLANK (USPTO)

REQUETE PCT

SP16781.C DB

Original (pour PRESENTATION) - imprimé le 28.07.2000 10:05:57 AM

VII-2	Demande d'utilisation des résultats d'une recherche antérieure; mention de cette recherche		
VII-2-1	Date	03 avril 2000 (03.04.2000)	
VII-2-2	Numéro	FA 576455	
VII-2-3	Pays (ou office régional)	EP	
VIII	Bordereau	Nombre de feuilles	Dossier(s) électronique(s) joint(s)
VIII-1	Requête	4	-
VIII-2	Description	15	-
VIII-3	Revendications	3	-
VIII-4	Abrégé	1	abr-sp16781db.txt
VIII-5	Dessins	4	-
VIII-7	TOTAL	27	
	Eléments joints	Document(s) papier joint(s)	Dossier(s) électronique(s) joint(s)
VIII-8	Feuille de calcul des taxes	✓	-
VIII-12	Document(s) de priorité	Elément(s) VI-1	-
VIII-16	Disquette PCT-EASY	-	disquette
VIII-17	Autre (préciser) :	Liste des mandataires de la Société de Protection des Inventions	-
VIII-18	Figure des dessins qui doit accompagner l'abrégé	1	
VIII-19	Langue de dépôt de la demande internationale	français	
IX-1	Signature du déposant ou du mandataire		
IX-1-1	Nom (NOM DE FAMILLE, Prénom)	DU BOISBAUDRY, Dominique	

RESERVE A L'OFFICE RECEPTEUR

10-1	Date effective de réception des pièces supposées constituer la demande internationale	
10-2	Dessins:	
10-2-1	Reçus	
10-2-2	non reçus	
10-3	Date effective de réception, rectifiée en raison de la réception ultérieure, mais dans les délais, de documents ou de dessins complétant ce qui est supposé constituer la demande internationale:	
10-4	Date de réception, dans les délais, des corrections demandées selon l'article 11.2) du PCT	
10-5	Administration chargée de la recherche internationale	ISA/EP

THIS PAGE BLANK (USPTO)

REQUETE PCT

SP16781.C DB

Original (pourPRESENTATION) - imprimé le 28.07.2000 10:05:57 AM

10-6	Transmission de la c ^{opie} de recherche différée jusqu'au paiement de la taxe de recherche	
------	--	--

RESERVE AU BUREAU INTERNATIONAL

11-1	Date de réception de l'exemplaire original par le Bureau international	
------	---	--

THIS PAGE BLANK (USPTO)

PCT (ANNEXE - FEUILLE DE CALCUL DES TAXES)

SP16781.C DB

Original (pour PRÉSENTATION) - imprimé le 28.07.2000 10:05:57 AM

(Cette feuille ne fait pas partie de la demande internationale ni ne compte comme une feuille de celle-ci)

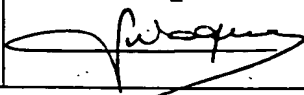
0	Réservé à l'office récepteur		
0-1	Demande internationale No.		
0-2	Timbre à date de l'office récepteur		
0-4	Formulaire - PCT/RO/101 (Annexe)		
0-4-1	Feuille de calcul des taxes PCT Préparé avec	PCT-EASY Version 2.90 (mis à jour 10.05.2000)	
0-9	Référence du dossier du déposant ou du mandataire	SP16781.C DB	
2	Déposant	FRANCE TELECOM, et al.	
12	Calcul des taxes prescrites	Montant total des taxes/multiplicateur	Montant total (FRF)
12-1	Taxe de transmission T	⇒	400
12-2	Taxe de recherche S	⇒	6 198.79
12-3	Taxe internationale Taxe de base (30 premières feuilles) b1	2 682.86	
12-4	Feuilles suivantes	0	
12-5	Montant additionnel (X)	59.04	
12-6	Montant total additionnel b2	0	
12-7	b1 + b2 = B	2 682.86	
12-8	Taxes de désignation Nombre de désignations indiquées dans la demande internationale	6	
12-9	Number of designation fees payable (maximum 8)	6	
12-10	Montant de la taxe de désignation (X)	577.24	
12-11	Montant total des taxes de désignation D	3 463.44	
12-12	Réduction de taxe PCT-EASY R	-826.51	
12-13	Montant total de la taxe internationale (B+D-R) I	⇒	5 319.79
12-17	TOTAL DES TAXES DUES (T+S+I+P)	⇒	11 918.58
12-19	Mode de paiement	autorisation de débiter un compte de dépôt	
12-20	Instructions concernant le compte de dépôt L'office récepteur:	Institut national de la propriété industrielle (France) (RO/FR)	
12-20-1	est autorisé à débiter mon compte de dépôt du total des taxes indiqué ci-dessus	✓	
12-20-2	est autorisé à débiter mon compte de dépôt de tout montant manquant, ou à le créditer de tout excédent, dans le paiement du total des taxes indiqué ci-dessus	✓	

THIS PAGE BLANK (USPTO)

PCT (ANNEXE - FEUILLE DE CALCUL DES TAXES)

SP16781.C DB

Original (pour PRESENTATION) - imprimé le 28.07.2000 10:05:57 AM

12-21	Compte de dépôt No.	714
12-22	Date	28 juillet 2000 (28.07.2000)
12-23	Nom et signature	WAGNER Sylvia 

MESSAGES DE VALIDATION ET REMARQUES

13-2-1	Messages de validation Requête	Vert? Le titre de l'invention doit être bref et précis. Prière de vérifier.
13-2-2	Messages de validation Etats	Vert? Il est possible d'effectuer davantage de désignations. Les Etats suivants n'ont pas été désignés: AP: (GH, GM, KE, LS, MW, MZ, SD, SL, SZ, TZ, UG, ZW); EA: (AM, AZ, BY, KG, KZ, MD, RU, TJ, TM); OA: (BF, BJ, CF, CG, CI, CM, GA, GN, GW, ML, MR, NE, SN, TD, TG); AE, AG, AL, AM, AT, AU, AZ, BA, BB, BG, BY, BZ, CH, LI, CN, CR, CU, CZ, DE, DK, DM, DZ, EE, ES, FI, GB, GD, GE, GH, GM, HR, HU, ID, IL, IN, IS, KE, KG, KP, KR, KZ, LC, LK, LR, LS, LT, LU, LV, MA, MD, MG, MK, MN, MW, MZ, NO, NZ, PL, PT, RO, RU, SD, SE, SG, SI, SK, SL, TJ, TM, TR, TT, TZ, UA, UG, UZ, VN, YU, ZA, ZW. Prière de vérifier.
13-2-3	Messages de validation Noms	Vert? Déposant 1.: le numéro de télécopieur n'est pas indiqué.
13-2-6	Messages de validation Bordereau	Jaune! Le pouvoir ou une copie du pouvoir général devra être fourni à moins que tous les déposants signent la requête.
13-2-8	Messages de validation Paiement	Vert? Prière de vérifier que vous avez bien un compte de dépôt auprès de l'office récepteur.

THIS PAGE BLANK (USPTO)

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

PCT

AVIS INFORMANT LE DEPOSANT DE LA
COMMUNICATION DE LA DEMANDE
INTERNATIONALE AUX OFFICES DESIGNES

(règle 47.1.c), première phrase, du PCT)

Expéditeur: le BUREAU INTERNATIONAL

Destinataire:
DU BOISBAUDRY, Dominique
Société de Protection des
Inventions
3, rue du Docteur Lancereaux
F-75008 Paris
FRANCE

SPI - Groupe BREVATOME

16 FEV. 2001

Date d'expédition (jour/mois/année)

08 février 2001 (08.02.01)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire

SP16781.C DB

AVIS IMPORTANT

Demande internationale no

PCT/FR00/02178

Date du dépôt international (jour/mois/année)

28 juillet 2000 (28.07.00)

Date de priorité (jour/mois/année)

30 juillet 1999 (30.07.99)

Déposant

FRANCE TELECOM etc

1. Il est notifié par la présente qu'à la date indiquée ci-dessus comme date d'expédition de cet avis, le Bureau international a communiqué, comme le prévoit l'article 20, la demande internationale aux offices désignés suivants:

US

Conformément à la règle 47.1.c), troisième phrase, ces offices acceptent le présent avis comme preuve déterminante du fait que la communication de la demande internationale a bien eu lieu à la date d'expédition indiquée plus haut, et le déposant n'est pas tenu de remettre de copie de la demande internationale à l'office ou aux offices désignés.

2. Les offices désignés suivants ont renoncé à l'exigence selon laquelle cette communication doit être effectuée à cette date :
- BR,CA,EP,JP,MX

La communication sera effectuée seulement sur demande de ces offices. De plus, le déposant n'est pas tenu de remettre de copie de la demande internationale aux offices en question (règle 49.1)a-bis)).

3. Le présent avis est accompagné d'une copie de la demande internationale publiée par le Bureau international le 08 février 2001 (08.02.01) sous le numéro WO 01/09843

RAPPEL CONCERNANT LE CHAPITRE II (article 31.2)a) et règle 54.2)

Si le déposant souhaite reporter l'ouverture de la phase nationale jusqu'à 30 mois (ou plus pour ce qui concerne certains offices) à compter de la date de priorité, la demande d'examen préliminaire international doit être présentée à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international avant l'expiration d'un délai de 19 mois à compter de la date de priorité.

Il appartient exclusivement au déposant de veiller au respect du délai de 19 mois.

Il est à noter que seul un déposant qui est ressortissant d'un Etat contractant du PCT lié par le chapitre II ou qui y a son domicile peut présenter une demande d'examen préliminaire international.

RAPPEL CONCERNANT L'OUVERTURE DE LA PHASE NATIONALE (article 22 ou 39.1))

Si le déposant souhaite que la demande internationale procède en phase nationale, il doit, dans le délai de 20 mois ou de 30 mois, ou plus pour ce qui concerne certains offices, accomplir les actes mentionnés dans ces dispositions auprès de chaque office désigné ou élu.

Pour d'autres informations importantes concernant les délais et les actes à accomplir pour l'ouverture de la phase nationale, voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 (Notification de la réception de l'exemplaire original) et le volume II du Guide du déposant du PCT.

Bureau international de l'OMPI
34, chemin des Colmbettes
1211 Genève 20, Suisse

no de télécopieur (41-22) 740.14.35

Fonctionnaire autorisé

J. Zahra

no de téléphone (41-22) 338.83.38

THIS PAGE BLANK (USPTO)